

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
	Par porteur ou par la poste.
	Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
	Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum . . .	50 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### 1943

3 septembre	— Ordonnance relative à la répression du trafic des billets de la banque de France . . . . .	86
6 décembre	— Ordonnance portant modification à l'ordonnance du 17 septembre 1943 relative à la constitution d'une assemblée consultative provisoire . . . . .	84
6 décembre	— Décret modifiant le décret du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses de la marine . . . . .	85
6 décembre	— Décret rendant applicable aux colonies l'ordonnance du 3 septembre 1943 relative à la répression du trafic des billets de la banque de France. ( <i>Arrêté de promulgation</i> n° 63 Cab. du 4 février 1944) . . . . .	86
7 décembre	— Ordonnance modifiant l'article 2 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée. ( <i>Arrêté de promulgation</i> n° 63 Cab. du 4 février 1944) . . . . .	86
22 décembre	— Décret approuvant l'arrêté du 4 novembre 1943 du commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local (exercice 1943). ( <i>Arrêté de promulgation</i> n° 64 Cab. du 4 février 1944) . . . . .	88

##### 1944

7 janvier	— Décret approuvant le budget local du territoire du Togo pour l'exercice 1944. ( <i>Arrêté de promulgation</i> n° 75 Cab. du 9 février 1944) . . . . .	87
7 janvier	— Décret approuvant le compte définitif du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo pour l'exercice 1942. ( <i>Arrêté de promulgation</i> n° 75 Cab. du 9 février 1944) . . . . .	87

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### 1943

16 octobre	— N° 3680 ter F. — Arrêté général modifiant les quotités, mode d'assiette et règles de perception des droits de sortie sur les arachides décortiquées, le café, les amandes de palme et palmistes ( <i>rendu applicable au Togo par arrêté local</i> n° 62 F. du 3 février 1944) . . . . .	88
------------	--	----

##### 1944

22 janvier	— N° 239 F. — Décision générale fixant le prix de vente des flans d'argent. . . . .	89
22 janvier	— N° 240 — Décision générale nommant les experts pour le Togo pour effectuer la classification des tissus en provenance des pays alliés . . . . .	89
22 janvier	— N° 241 F. — Arrêté général portant mise sous séquestre de biens ennemis ( <i>extrait</i> ) . . . . .	89
26 janvier	— N° 277 F. — Arrêté général abrogeant l'arrêté général n° 982 F. du 6 mars 1943 . . . . .	89
3 février	— N° 369 A. P. A. — Arrêté général fixant les modalités d'élection des membres du conseil d'administration de l'association régionale des anciens combattants et victimes de la guerre de l'A. O. F. et du Togo ( <i>soumis à la procédure de publication d'urgence par arrêté local</i> n° 74 A. P. A. du 9 février 1944) . . . . .	89

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### 1943

4 novembre	— N° 580 CRT. — Arrêté portant règlement du compte définitif des recettes et dépenses du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — exercice 1942 . . . . .	93
10 décembre	— N° 682 F. — Arrêté portant fixation et arrêtant le projet du budget local du Togo pour l'exercice 1944. . . . .	94

## 1944

24 janvier	— No 38 AE/3 — Arrêté fixant les conditions de déblocage de certains produits	94
29 janvier	— No 40 AE/3 — Arrêté fixant le prix de vente du mazout	95
29 janvier	— No 42 AE/1 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1944 des sociétés indigènes de prévoyance	95
29 janvier	— No 51 AE. — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le premier semestre 1944	95
29 janvier	— No 52 AE/3 — Arrêté prescrivant le blocage des casques pour enfants	96
31 janvier	— No 54 AE/3 — Arrêté portant blocage de certaines qualités de tissus	97
31 janvier	— No 56 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — exercice 1943	97
31 janvier	— No 57 F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo — exercice 1944	98
2 février	— No 61 APA. — Arrêté portant additif à l'arrêté du 1 <sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo	98
4 février	— No 66 P. — Arrêté fixant ouverture d'un concours pour le recrutement de trois préposés du cadre local des douanes du Togo	98
7 février	— No 71 E. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1944	98
8 février	— No 73 E. — Arrêté portant organisation de l'école européenne de Lomé	99
8 février	— No 63 E. — Décision fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1944	100
Personnel		100
Divers		107

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## 1944

15 janvier	— Arrêté ministériel portant attribution de la médaille d'honneur du ministère des colonies (extrait)	111
21 janvier	— Décret portant nomination dans l'ordre de l'Etoile d'Anjouan et de l'Etoile Noire du Bénin (extrait)	111

## PARTIE NON OFFICIELLE

## Avis et communications

Avis de concours	{ Services financiers	111
	{ Préposés des douanes	111
	{ Inspecteurs-adjoints de police du cadre local du Dahomey	112
Avis relatif à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères		112
Domaines		113

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## Assemblée consultative provisoire

## ORDONNANCE du 6 décembre 1943.

## LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 modifiée par l'ordonnance du 15 octobre 1943 portant constitution d'une assemblée consultative provisoire;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 novembre 1943 fixant la composition du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'ordonnance précitée du 17 septembre 1943 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3 (nouveau). — L'assemblée consultative comporte :

1° — 49 représentants de la résistance métropolitaine;

2° — 21 représentants de la résistance extra-métropolitaine;

3° — 20 représentants du sénat et de la chambre des députés;

4° — 12 représentants des conseils généraux ».

ART. 2. — L'article 5 de l'ordonnance du 17 septembre est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5 (nouveau). Les 21 représentants des organisations de résistance extra-métropolitaine sont choisis par les délégués de la résistance métropolitaine à raison de :

a) 2 parmi les organisations de résistance de l'Algérie,

2 parmi celles de la Tunisie,

2 parmi celles du Maroc;

b) 5 parmi les comités français à l'étranger;

c) 8 parmi les personnalités qui ont participé à la résistance des colonies à raison de :

1 pour l'A. O. F.,

2 pour l'A. E. F.,

1 pour l'Indochine,

1 pour le Cameroun,

1 pour la Nouvelle Calédonie,

1 pour Madagascar,

1 pour l'Océanie;

d) 2 parmi les personnalités ayant rallié la France combattante au lendemain de l'armistice ».

ART. 3. — L'article 10 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 10 (nouveau). — L'exercice du mandat de membre de l'assemblée consultative est incompatible avec la qualité de membre du Comité français de la Libération nationale ou de fonctionnaire des administrations centrales.

Les membres de l'assemblée appelés à siéger au Comité français de la Libération nationale sont remplacés pendant la durée de ces fonctions par des délégués suppléants de la même catégorie ».

ART. 4. — Il est ajouté à l'ordonnance du 17 septembre 1943 un article 10 bis ainsi conçu :

Art. 10 bis. — Aucun membre de l'assemblée consultative ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

« Aucun membre de l'assemblée consultative provisoire ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'assemblée hormis le cas de flagrant délit.

« La détention ou la poursuite d'un membre de l'assemblée est suspendue pendant la session et pour toute la durée si l'assemblée le requiert.

« Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'assemblée ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimés par l'ordre de l'assemblée ainsi que leur reproduction faite de bonne foi dans les journaux ».

ART. 5. — L'article 15 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 15 (nouveau). — Les votes de l'assemblée autres que ceux relatifs à la désignation des membres du bureau sont émis au scrutin public et à la majorité absolue des voix des membres présents.

« Toutefois, quel que soit le nombre de leurs membres présents, les représentants des organismes de résistance métropolitaine disposent toujours au total de 49 voix jusqu'à ce que tous les membres de cette catégorie de délégués aient présenté leurs pouvoirs à l'assemblée. Les voix des membres absents sont réparties proportionnellement entre les membres de la même catégorie ».

ART. 6. — Il est ajouté à l'ordonnance du 17 septembre 1943 un article 16 bis ainsi conçu :

Art. 16 bis. — Tout délégué peut poser par écrit et par l'intermédiaire du président de l'assemblée consultative provisoire, une question au Comité français de la Libération nationale à laquelle il sera répondu oralement au début d'une séance ultérieure. Les questions ne seront plus recevables trois jours avant la clôture de la session ».

ART. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 6 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,*  
*commissaire à l'intérieur p.i.,*  
*commissaire aux colonies p.i.,*  
François de MENTHON.

*Le commissaire aux affaires étrangères p.i.,*  
CATROUX.

*Le commissaire à la guerre et à l'air,*  
André LE TROQUER.

*Le commissaire à la marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le commissaire aux finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

*Le commissaire à l'information,*

H. BONNET.

*Le commissaire aux communications*  
*et à la marine marchande,*

René MAYER.

*Le commissaire aux prisonniers,*  
*déportés et réfugiés,*

Henri FRENAY.

*Le commissaire aux affaires sociales,*  
A. TIXIER.

*Le commissaire au ravitaillement et à la production,*  
André DIETHELM.

*Le commissaire à l'éducation nationale,*  
René CAPITANT.

*Le commissaire d'état aux relations*  
*avec l'assemblée et aux études,*

A. PHILIP.

### Marine

DECRET du 6 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies, du commissaire de la marine et du commissaire à la guerre et à l'air;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 novembre 1943 portant création et suppression de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 18 mars 1862 portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 14 janvier 1869 sur la comptabilité des dépenses de la marine;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 7<sup>e</sup> du paragraphe 1<sup>er</sup>, rubrique D de la deuxième annexe du règlement sur la comptabilité des dépenses du ministère de la marine du 14 janvier 1869 est complété *in fine* par les dispositions suivantes :

« Pour les transports (marchandises et voyageurs), effectués sur réquisition aux colonies par voie ferrée rattachée à un service concédé ou non concédé et par tout autre mode de transport dépendant d'un service géré par une administration publique, la certification du service fait, résulte de l'inscription sur la réquisition du numéro du billet ou du récépissé, avec indication du montant de la somme due. La mention est portée par le chef de gare ou de station du lieu de départ ».

ART. 2. — Le commissaire aux colonies, le commissaire à la marine, le commissaire à la guerre et à l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 6 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la guerre et à l'air,*  
André LE TROQUER.

*Le commissaire à la marine,*

Louis JACQUINOT.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

### Promulgations

N° 63 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

4 février 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 6 décembre 1943 rendant applicable aux colonies l'ordonnance du 3 septembre 1943 relative à la répression du trafic des billets de la banque de France.

2° — l'ordonnance du 7 décembre 1943 modifiant l'article 2 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée.

### DECRET du 6 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 3 septembre 1943 relative à la répression du trafic des billets de la banque de France;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable dans les territoires relevant du commissaire aux colonies, l'ordonnance du 3 septembre 1943, relative à la répression du trafic des billets de la banque de France.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 6 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux finances,*  
Pierre MENDÈS-FRANCE.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

### ORDONNANCE du 3 septembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or, et les actes postérieurs qui l'ont complété ou modifié;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux finances;

### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont prohibés, sauf autorisation du commissaire aux finances :

1° — Tout paiement effectué au moyen de billets de la banque de France de 5.000, 1.000, 500, 100 et 50 francs;

2° — Tout achat ou tentative d'achat, toute vente ou tentative de vente, tout échange ou tentative d'échange des dits billets;

3° — Tout transport ou colportage des dits billets;

4° — Toute détention des dits billets en vue de leur échange ou de leur exportation.

ART. 2. — Sans préjudice des sanctions pouvant résulter, à l'occasion des opérations précitées, de l'application des textes en vigueur dans les différents territoires, les infractions aux dispositions de la présente ordonnance sont passibles des mêmes peines et sont constatées et poursuivies dans les mêmes conditions que les infractions au décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et aux actes postérieurs qui l'ont complété ou modifié.

ART. 3. — La présente ordonnance est immédiatement applicable à l'Algérie.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 3 septembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*

MASSIGLI.

*Le commissaire aux finances,*

COUVE DE MURVILLE.

### ORDONNANCE du 7 décembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la guerre et à l'air, et du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant institution d'un tribunal militaire d'armée;

Vu le code de justice militaire pour l'armée de terre et le code militaire pour l'armée de mer;

Vu les lois des 5 août 1849 et 3 avril 1878 sur l'état de siège et les textes qui les ont complétées ou modifiées;

Le Comité juridique entendu;

### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 2 de l'ordonnance du 2 octobre 1943 est remplacé par le suivant :

« La compétence de ce tribunal s'étend à toutes les infractions commises, depuis le 3 septembre 1939, contre les personnes détenues dans les camps ou centres de séjour surveillés, ainsi que dans les prisons civiles, militaires ou maritimes, ou en tout autre lieu de détention ou d'internement, ou dans les corps de

troupe, établissements militaires ou maritimes, ou en tout autre lieu où serait détenu ou retenu quelque individu que ce soit, pour raison administrative ou disciplinaire, ou contre les biens appartenant à ces mêmes personnes ».

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 7 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la guerre et à l'air,*  
André LE TROQUER.

*Le commissaire à la marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le commissaire à la justice,*  
*commissaire à l'intérieur p.i.,*  
*commissaire aux colonies p.i.,*  
François de MENTHON.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*  
MASSIGLI.

N° 75 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

9 février 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 7 janvier 1944 approuvant le budget local du territoire du Togo pour l'exercice 1944;

2° — le décret du 7 janvier 1944 approuvant le compte définitif du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo pour l'exercice 1942.

DECRET du 7 janvier 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943, fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 682 F. du 10 décembre 1943 du commissaire de la République au Togo, pris en conseil d'administration, arrêtant le projet de budget local du territoire du Togo pour l'exercice 1944;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget local du territoire du Togo pour l'exercice 1944 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cent sept millions huit cent quatre mille francs.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 7 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*  
R. PLEVEN.

DECRET du 7 janvier 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 8 juin 1942 approuvant le budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1942;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 30 janvier 1943 approuvant l'annulation de crédits et l'ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1943 du commissaire de la République au Togo fixant les résultats définitifs du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer et du wharf de ce territoire pour l'exercice 1942;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le compte définitif du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du territoire du Togo pour l'exercice 1942 arrêté :

a) en recettes à vingt-et-un millions cent quarante-deux mille deux cent soixante-et-onze frs quarante centimes (21.142.271,40);

b) en dépenses à treize millions huit cent quatre-vingt-huit mille neuf cent un francs soixante-dix centimes (13.888.901,70);

et faisant apparaître un excédent de recettes de : sept millions deux cent cinquante-trois mille trois cent soixante-neuf francs soixante-dix centimes (7.253.369,70).

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 7 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

#### Ouverture de crédits

N° 64 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

4 février 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 22 décembre 1943 approuvant l'arrêté du 4 novembre 1943 du commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local (exercice 1943).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté général du 31 décembre 1942 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1943;

Vu l'arrêté du 4 novembre 1943 du commissaire de la République au Togo ouvrant des crédits supplémentaires et annulant des crédits au budget local du Togo, exercice 1943;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté du 4 novembre 1943 du commissaire de la République au Togo ouvrant pour un total de 6.527.000 frs des crédits supplémentaires à divers chapitres du budget local exercice 1943 gagés par des annulations correspondantes de crédits à d'autres chapitres du dit budget.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 22 décembre 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies p. i.,*

François de MENTHON.

Voir arrêté du 4 novembre 1943 au J. O. Togo du 1<sup>er</sup> février 1944, page 63.

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Droit de sortie

ARRETE n° 3680 ter F. du 6 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe b);

Vu le décret du 22 septembre 1942, approuvant l'arrêté du 17 juillet 1942, fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux colonies;

Vu l'article 25 de l'arrêté du 31 mai 1930, modifié par l'arrêté du 28 juillet 1938, réorganisant les chambres de commerce de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

Sous réserve d'approbation par décret;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception du droit de sortie sur les arachides décortiquées, le café, les amandes de palme et palmistes.

NUMÉRO DU TARIF DE NOMEN- CLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS DE PERCEPTION	QUOTITÉS DES DROITS
181	Arachides décortiquées :		
	a) Du Niger exportées sur la Nigéria. . . . .	—	Exemptes
	b) Autres. . . . .	Valeur	10 %
193 a	Amandes de palme et palmistes :		
	a) En provenance de la région forestière de la Guinée Française et exportées par les postes de douane dont la liste sera fixée par arrêté général. . . . .	—	Exempts
	b) Autres. . . . .	Valeur	10 %
222-223	Café en fèves ou pellicules, torréfié, moulu ou autrement préparé. . . . .	Valeur	6 %



ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe et le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par décret.

Dakar, le 16 octobre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée  
Le gouverneur des colonies,  
Secrétaire général du Gouvernement général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

L. GEISMAR.

Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 62 F. du 3 février 1944.

#### Flan d'argent

N° 239 F. — Par décision du gouverneur général de l'A.O.F. du :

22 janvier 1944. — Le prix de cession des flans d'argent mis à la disposition des gouverneurs des colo-

nies, de l'administrateur de la circonscription de Dakar et du commissaire de la République au Togo est fixé à 15 francs par flan.

#### Tissus

N° 240. — Par décision du gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

22 janvier 1944. — Sont nommés experts pour le Togo pour effectuer la classification dans les catégories A, B, C, D. des tissus achetés par l'intermédiaire du Gouvernement général en provenance des pays alliés :

M.M. Madanian, agent de la G. B. Ollivant, Toqué, chef du service des douanes ou son délégué.

#### Biens séquestrés

N° 241 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

22 janvier 1944. — Sont placés sous séquestre les biens de personnes désignées ci-après :

N° D'ORDRE	NOMS, PRÉNOMS, RÉSIDENCE	NATIONALITÉ	BIENS PLACÉS SOUS SÉQUESTRE	ADMINISTRATEUR SÉQUESTRE
99	BOVET Louis, négociant, 6, place Sadi-Carnot, Marseille	Suisse	a) Solde créateur de l'intéressé, 1° — chez les Ets. EYCHENNE S. A. à Lomé Togo; 2° — chez M. Raymond EYCHENNE à Lomé; ce dernier compte sera maintenu aux mêmes conditions chez le débiteur sous réserve d'être bloqué. b) 150 actions de la S. A. Ets. R. Eychenne.	M. ZELE Jacques, représentant des Ets. R. EYCHENNE à Lomé

#### Solde et indemnités

ARRETE n° 277 F. du 26 janvier 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mars 1910 réglementant la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté général du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des cadres communs et locaux en service en A. O. F. et les textes modificatifs;

Vu le décret du 27 septembre 1943 fixant le régime de la solde et des accessoires de solde alloués aux fonctionnaires, employés et agents des cadres européens rétribués sur les budgets généraux, locaux, spéciaux et annexes de l'A.O.F.;

Vu l'arrêté général n° 982-F/2 du 6 mars 1943 portant règlement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1943 du régime de la solde et indemnités du personnel en service en A. O. F.;

Sur la proposition du directeur général des finances;

ARRETE;

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1944 l'arrêté général n° 982 F. 2 du 6 mars 1943 relatif au régime de la solde et des indemnités des fonctionnaires en service en Afrique occidentale française, et tous textes pris en conformité de ces dispositions.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies, le commissaire de la République au Togo, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le directeur général des finances et le directeur des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 janvier 1944.

P. COURNARIE.

#### Association d'anciens combattants et victimes de la guerre

ARRETE n° 369 A. P. A. du 3 février 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en Afrique occidentale française des lois, décrets, arrêtés et règlements émanant du pouvoir central du Gouvernement général;

Vu les ordonnances des 2 septembre et 15 octobre 1943, ensemble les décrets des 2 septembre et 14 octobre 1943, relatifs à la réorganisation des associations des anciens combattants et victimes de la guerre;

Vu la circulaire général n° 728 A. P. I. du 23 décembre 1943;

Vu l'impossibilité de réunir effectivement à Dakar le collège électoral des délégués des anciennes associations d'anciens combattants et victimes de la guerre;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est fixée au 12 février 1944 la clôture, par les gouverneurs et chefs de territoire, de la liste des délégués des anciennes associations d'anciens combattants et victimes de la guerre appelés à élire les membres des conseils d'administration de l'association régionale des anciens combattants et victimes de la guerre de l'Afrique occidentale française et du Togo.

**ART. 2.** — Est fixée au 12 février 1944 la date limite de réception, par les gouverneurs et chefs de territoire, des candidatures au mandat de membre du conseil d'administration de l'association régionale des anciens combattants et victimes de la guerre de l'Afrique occidentale française et du Togo.

La liste des candidats est arrêtée définitivement par le gouverneur général. Elle sera publiée et tenue à la disposition de tout électeur, dans chaque colonie ou territoire du groupe.

**ART. 3.** — Le nombre des membres du conseil d'administration de l'association régionale unique des anciens combattants et victimes de la guerre de l'A.O. F. et du Togo à élire par le collège électoral des délégués visés à l'article 2 est fixé à 8.

**ART. 4.** — La date des élections est fixée au dimanche 20 février 1944, de huit heures du matin à midi.

**ART. 5.** — Seuls, les délégués titulaires prennent part à l'élection. En cas d'empêchement ils sont remplacés par un suppléant.

**ART. 6.** — La procédure des élections est déterminée comme suit :

- a) — colonie du Soudan Français,  
colonie de la Guinée Française,  
colonie de la Côte d'Ivoire,  
colonie du Dahomey,  
colonie du Niger,  
territoire sous mandat du Togo.

Il ne sera pas constitué de bureau de vote.

Les électeurs remettront leur bulletin de vote au chef de la circonscription territoriale de leur résidence, qui, après avoir constaté leur qualité, le fera parvenir ou en adressera la teneur par les voies les plus rapides et en tout cas avant la clôture des élections, au chef de la colonie. La remise des bulletins pourra être effectuée avant le jour des élections.

- b) — colonie du Sénégal et circonscription de Dakar et dépendances.

Il sera constitué un bureau de vote dans chacune des villes de Dakar et de Saint-Louis.

Chaque bureau de vote sera composé de : deux anciens combattants citoyens et deux anciens combattants sujets français, désignés par le chef de colonie ou de territoire, en raison de leurs titres de guerre. Ces anciens combattants ne devront se trouver dans aucun des cas visés à l'article 9 de l'ordonnance du 2 septembre 1943 et de la circulaire d'application n° 728 A. P. I. du 23 décembre 1943.

La présidence des bureaux de vote sera assurée par un fonctionnaire délégué à cet effet par le chef de la colonie ou du territoire.

Les opérations du vote seront réduites aux formalités strictement indispensables.

L'électeur peut :

soit apporter personnellement son bulletin au bureau de vote. Dans ce cas il le remet au président, qui vérifie sa qualité;

soit voter par correspondance. Dans cette éventualité le bulletin est remis par l'électeur au chef de la circonscription territoriale de sa résidence qui constate la qualité de l'électeur et fait parvenir le bulletin ou en adresse la teneur par les voies les plus rapides au gouverneur du Sénégal ou au gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances.

Dans le cas de vote par correspondance, les bulletins devront être remis au chef de la circonscription territoriale en temps voulu pour que les résultats parviennent au bureau de vote avant la clôture des élections. Le vote par correspondance sera donc ouvert aux intéressés dès la publication de la liste des candidats.

Le gouverneur du Sénégal et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances remettront au président du bureau de vote local avant la clôture des élections, les bulletins ou télégrammes qu'ils auront reçus.

Les bureaux de vote récapituleront les résultats qu'ils auront recueillis et dresseront de leurs opérations un procès-verbal faisant ressortir le nombre des électeurs inscrits, le nombre des votes reçus, le nombre de voix obtenues par les candidats et toutes particularités constatées.

Le procès-verbal sera transmis aussitôt au gouverneur ou chef de territoire.

**ART. 7.** — L'accès à la salle de vote sera réservé aux seuls électeurs. Le gouverneur du Sénégal et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances prendront chacun en ce qui le concerne les mesures nécessaires au maintien de l'ordre.

**ART. 8.** — Dans les délais les plus brefs, les chefs de colonie et de territoire notifieront télégraphiquement au gouverneur général les résultats de l'élection dans leur ressort (nombre des électeurs inscrits, nombre de votes reçus, nombre de voix obtenues par candidat, particularités constatées,) et lui adresseront, le cas échéant, le procès-verbal du bureau de vote.

**ART. 9.** — Il sera constitué à Dakar une commission de recensement général des votes ainsi composée :

un magistrat, désigné par le gouverneur général sur la présentation du procureur général, chef du service judiciaire, président;

quatre membres anciens combattants, à raison de deux citoyens et deux sujets français ne se trouvant dans aucun des cas prévus par l'article 9 de l'ordonnance du 2 septembre 1943 et par la circulaire d'application n° 728 A. P. I. du 23 décembre 1943, désignés par le gouverneur général à raison de leurs titres de guerre.

La commission du recensement général des votes se réunira sur la convocation de son président. Ayant reçu du gouverneur général la documentation afférente aux opérations électorales, elle déterminera le total des voix recueillies par chaque candidat dans l'ensemble des colonies et territoires du groupe.

Elle constatera l'élection des 8 candidats réunissant le plus grand nombre de voix et adressera immédiatement au gouverneur général le procès-verbal de ses opérations.



Le résultat des élections sera proclamé par le gouverneur général.

ART. 10. — Les chefs de colonie ou de territoire régleront en tant que de besoin, les modalités d'exécution du présent arrêté qui sera mis en application, suivant la procédure d'urgence et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 3 février 1944.

*Pour le gouverneur général absent,  
Le gouverneur des colonies,  
Secrétaire général du Gouvernement général  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,  
L. GEISMAR.*

*(Soumis à la procédure de publication d'urgence  
par arrêté local n° 74 A. P. A. du 9 février 1944).*

*LISTE des candidatures au mandat de membre du conseil d'administration de l'association régionale unique des anciens combattants et victimes de la guerre de l'Afrique occidentale française et du Togo (d'après les renseignements arrêtés au 3 février 1944).*

Babou Diop, demeurant à Agboville (Côte d'Ivoire), carte du combattant n° 7416; deux citations, croix de guerre.

Daroche Joseph Marie, conseiller à la cour d'appel de Dakar; carte du combattant n° 12.699; une blessure; légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médailles commémoratives; réformé de guerre 65 %, mutilé de la face (perte d'un œil).

Bayé Joseph Samuel, entrepreneur à Dakar; carte du combattant n° 4.048; (pieds gelés) blessé en 1917, médaille des anciens combattants, croix de guerre serbe, médaille coloniale, médailles commémoratives.

Donnabre, directeur de l'école Duval à Saint-Louis (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 10.147 du comité départemental de l'Ardèche.

Dramanie Pierre, chef de district du chemin de fer Dakar-Niger à Saint-Louis (Sénégal), combattant 1914-1918; carte n° 22.630; croix de guerre.

Dru Paul Pierre, administrateur en chef des colonies à Abidjan (Côte d'Ivoire), carte du combattant n° 1.004; une citation, croix de guerre.

Carriou Pierre Joseph, administrateur des colonies à Abidjan (Côte d'Ivoire); carte du combattant n° 373 (Torbes); une blessure, (invalidité 25 %), croix de guerre.

Chaudruc, restaurateur (Côte d'Ivoire), carte du combattant n° 25.573 (Agen).

Coupa Carina, demeurant à Adzopé (Côte d'Ivoire), carte du combattant n° 11.320.

Delaveau Martial, inspecteur du chemin de fer Dakar-Niger à Kaolack (Sénégal); combattant 1914-1918, carte 3.927; une blessure, deux fois évacué-pieds gelés, médaille militaire, croix de guerre.

Diagne Adana dit Kar, employé à la maison Périnaud à Abidjan, (Côte d'Ivoire); carte du combattant n° 4.114; une blessure, une citation, croix de guerre, médaille de Verdun.

Durand André, entrepreneur à Dakar, carte du combattant n° 1.689; deux blessures, une citation, croix de guerre 1914-1918, médailles commémoratives.

Duraussoy, ancien vice-président de l'association des anciens combattants de la Côte d'Ivoire à Abidjan, commandant de wharf, deux blessures, trois citations, croix de guerre.

Gaudonville, adjoint principal des services civils à Abidjan, (Côte d'Ivoire); carte du combattant n° 29.898; une blessure (invalidité 40 %), une citation, croix de guerre.

Geoffegy Léon, chef de district du chemin de fer Dakar-Niger à Bamako, 20 ans de services au Soudan Français, certificat provisoire de carte du combattant n° 32, délivré à Dakar en 1942, médaille coloniale, agrafes Tunisie et A.O.F.

Grancer, surveillant auxiliaire des travaux publics à Abidjan; carte du combattant n° 357 (Orne); deux blessures (invalidité 60 %); une citation, médaille militaire, croix de guerre.

Grisard Gabriel, receveur contrôleur principal de l'enregistrement à Conakry; classe 1918; engagé volontaire en 1917; combattant 1914-1918 et 1939-1940; carte n° 6.145 (Sarthe); deux blessures, légion d'honneur à titre militaire, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1940; citation à l'ordre du corps d'armée en juillet 1918, médaille coloniale Syrie, Cilicie.

Le Derff, comptable à Abidjan (Côte d'Ivoire), carte du combattant n° 68.372, (Versailles); une blessure.

Labi Louis, sous-brigadier des douanes à Porto-Novo (Dahomey); combattant 1914-1918; carte n° 2.362; deux blessures, médaille militaire, croix de guerre, une citation, médaille de Verdun, croix du combattant, médaille coloniale, médaille de la victoire.

Lescellier Bienaimé, receveur comptable centralisateur des P.T.T. à Conakry (Guinée Française), combattant 1914-1918; carte n° 1.298 (Dakar), une blessure; réformé n° 1 suite blessure (invalidité 30 %), médailles commémoratives.

Mane Adma, maître menuisier à Abidjan (Côte d'Ivoire), carte du combattant n° 4.135.

Mayer Georges, directeur des établissements Mayer « Le Gastronomes » à Dakar; carte du combattant n° 51.454; fait prisonnier à Maubeuge en septembre 1914.

Maylie Fernand, chef ouvrier d'art au chemin de fer Dakar-Niger à Bamako; carte du combattant n° 7.281 (Perpignan); une blessure; médaille coloniale agrafe A.O.F.; membre de l'association républicaine des anciens combattants du Soudan français.

N'boej Samba, aide-médecin à Louga (Sénégal), combattant 1914-1918; croix de guerre, deux citations carte n° 252.625 (Seine).

Michaut Roger, directeur technique, fondé de pouvoirs des « Etablissements Vallée Afrique » à Rufisque; lieutenant de réserve d'artillerie, combattant 1939-1940 (selon pièces militaires présentées à l'autorité administrative territoriale).

Noutary Lucien, directeur des établissements Soucail à Dakar; combattant 1914-1918; carte n° 70.311; croix de guerre, deux citations, croix du combattant, médaille de Verdun, médailles commémoratives.

Nicou Louis, secrétaire général à la mairie de Dakar; président de la section de Dakar de l'union nationale des anciens combattants; carte n° 45.499; deux blessures, gêné en mai 1917; légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, trois citations, médaille coloniale, médaille d'argent des épidémies, médaille d'argent de l'éducation physique, médailles commémoratives, officier d'académie.

Ostertac Charles, ingénieur à Bamako (Soudan français); combattant 1914-1918, carte n° 378 (Dakar), légion d'honneur, croix de guerre, une citation, médaille coloniale.

Papa Seck, instituteur, directeur d'école à Ziguinchor (Sénégal), combattant 1914-1918; carte n° 3.477 (A. O. F.), une blessure, croix de guerre, une citation, médaille d'Orient.

Piquelin Louis, commerçant à Lomé (Togo), combattant 1914-1918; deux blessures; médaille militaire, croix de guerre, trois citations, croix du combattant volontaire.

Parraud Félix, secrétaire général de la fédération de l'A. O. F. de la France combattante; carte n° 72.079; croix du combattant volontaire, Dakar.

Sada Ciser, commerçant à Abidjan (Côte d'Ivoire); carte du combattant n° 2.744, croix de guerre, une citation.

Baruc Adrien Louis, ingénieur des mines à la direction des mines de Dakar; lieutenant de réserve d'artillerie coloniale, combattant 1914-1918 et 1939-1940, carte n° 2.369; deux fois gêné, une blessure 1940, croix de guerre 1914-1918, une citation.

Sergent, chef imprimeur à Saint-Louis (Sénégal), combattant 1914-1918 et 1939-1940, une citation, carte n° 2.848 (Dakar).

Siaut Louis, agent fondé de pouvoirs de la S.G.G.O. à Lomé (Togo), combattant 1914-1918; deux blessures, (invalidité 65 %), médaille militaire, croix de guerre, une citation.

Thevenot Marien Henry, ingénieur des arts et manufacture, directeur du bureau Véritas à Dakar; chef de bataillon de réserve (Air); officier de la légion d'honneur, croix de guerre, cinq citations, chevalier de l'ordre de Léopold, de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, médaille coloniale, croix de guerre belge.

Verdier, adjoint principal des services civils à Saint-Louis (Sénégal), combattant 1914-1918; réformé, carte n° 79.583 (comité départemental des Bouches-du-Rhône); une blessure.

Villechanoux, chef surveillant des travaux publics à Saint-Louis (Sénégal); combattant 1914-1918, carte n° 4.951 (comité départemental de la Dordogne); légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, cinq citations, médailles militaires anglaise, belge, italienne, sept blessures.

*Premier additif à la liste des candidatures au mandat de membre du conseil d'administration de l'association régionale unique des anciens combattants et victimes de la guerre de l'A. O. F. et du Togo.*

Amadou Niang Doumbe, agent d'affaires à Kaolack (Sénégal), ancien combattant 1914-1918, carte n° 5.328, médaille de la victoire.

Bécheret Georges, agent comptable Dakar-Niger à Thiès (Sénégal), n° 25.796, n° 25.794, croix de guerre, croix du combattant, médaille interalliée, médaille commémorative.

Biram Fall, demeurant à Conakry, ancien combattant 1914-1918, carte n° 12.470, parle français, illettré.

Guéye Alioun, chef de gare à Louga (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 7.032, pieds gelés, médaille commémorative serbe, étoile noire du Bénin.

Lestrehant Albert, chef réserve Dakar-Niger à Louga (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 4.166, deux blessures, invalidité 45 %, deux citations, médaille militaire, croix de guerre, croix du combattant volontaire.

Massar Sarr, cultivateur à Louga (Sénégal), chef de village, combattant 1914-1918, deux blessures, une citation, croix de guerre.

N'Diaye Dia Amadou, demeurant à Conakry (Guinée française), ancien combattant 1914-1918, carte n° 8.551, croix de guerre, parle français, illettré.

N'Diaye Birane, agent comptable Dakar-Niger à Thiès (Sénégal), carte du combattant n° 216.012, croix de guerre, croix du combattant, médaille interalliée, médaille d'Orient.

Sudemba, contrôleur des contributions directes à Louga (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 12.044.

*Deuxième et dernier additif à la liste des candidatures au mandat de membre du conseil d'administration de l'association régionale unique des anciens combattants et victimes de la guerre de l'A. O. F. et du Togo.*

Catala Eugène, chef imprimeur à Conakry, combattant 1914-1918, carte n° 168 de Dakar, une citation, croix du combattant.

Curtis Benoît, commis auxiliaire à Conakry, combattant 1914-1918, engagé volontaire, carte n° 2.540, une blessure, croix du combattant volontaire.

Diakhate Ibrahima, employé de commerce à Rufisque, carte du combattant n° 158.435, mutilé, invalidité 70 %, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, une citation.

Diallo Mamadou, résidant à Kolda (Sénégal), ancien combattant de la guerre 1914-1918, carte n° 15.626.

Diallo Samba, résidant à Kolda (Sénégal), ancien combattant de la guerre 1914-1918, carte n° 12.377, médaille coloniale avec trois agrafes, médaille commémorative.

Diallo dit Seydou Sall, résidant en Mauritanie, carte du combattant n° 6.584, croix de guerre avec étoile en bronze.

Diao Charles, commis-expéditionnaire à Podor (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 12.220, croix de guerre, croix du combattant, médaille d'Orient, médaille interalliée, médaille commémorative.

Niarra Baba, résidant en Mauritanie, carte du combattant 2.618, médaille de la victoire et médaille commémorative d'Orient.

Diéba Fode, adjudant retraité, demeurant à Niomnadissa-Tillabéry (Niger), médaille militaire, croix de guerre, médaille coloniale, médaille interalliée, croix du combattant, médaille de la victoire.

Diop Ismail, comptable à Dakar, carte du combattant n° 158.416, une ? , blessé, croix de guerre 1914-1918, médaille d'Orient, médaille commémorative serbe.

El-Hadj Ousmane Thiam, bijoutier à Dakar, carte du combattant n° 3.811.

Gaye Amadou, aide santé principal en retraite à Conakry, carte du combattant n° 66.095 de Paris, pieds gelés, croix du combattant.

Guibaut Paul, adjoint technique principal des travaux publics à Conakry, classe 1913, combattant 1914-1918, carte n° 2.512 de Dakar, une blessure, croix de guerre avec une étoile.

Karpel Camille, expert comptable à Dakar, carte du combattant n° 011.222, une blessure, invalidité 60%, une citation, croix de guerre 1914-1918, médailles commémoratives diverses.

Karpoff Georges, géomètre à Conakry, ancien officier russe, classe 1917, passe sous-lieutenant armée française en application de la loi du 8 janvier 1925, cinq citations, armée russe lutte contre Allemagne, chevalier de la croix Saint-Georges et Saint-Wladimir avec palme.

Lebleis Louis, secrétaire de la chambre de l'Agriculture à Conakry, classe 1934, combattant de la guerre 1939-1940, une blessure, deux citations, croix de guerre, prisonnier évadé.

Lo-Sidi, commis-expéditionnaire à Matam (Sénégal), carte du combattant n° 8.077, une blessure, une citation, croix de guerre, médaille d'Orient.

Montjardin Louis, chef ouvrier d'art principal des travaux publics à Conakry, classe 1916, combattant 1914-1918, carte n° 2.367 de Dakar.

Diaye Amadou Marie, commis-expéditionnaire à Tambacounda (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 24.900, croix du combattant, médaille d'Orient, médaille serbe.

N'Diaye Saba, brigadier-chef des gardes de cercle à Tambacounda (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 2.659, médaille militaire, croix de guerre, croix du combattant, médaille commémorative, médaille interalliée, médaille d'honneur.

Philibert Irénée, ingénieur hors classe des travaux publics à Dakar, capitaine de réserve de l'artillerie coloniale, carte du combattant n° 5.502, trois citations, légion d'honneur à titre militaire, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre Toe, médaille coloniale avec agrafe Maroc.

Plat Jean, adjoint principal des services civils à Goundam (Soudan), carte du combattant n° 39.261 de Pau, trois blessures, cinq citations, médaille militaire, médaille argent bravoure Monténégro.

Saka Thiam, ajusteur-mécanicien à Dakar, carte du combattant n° 3.244, une blessure, croix de guerre 1914-1918, médaille coloniale.

Soumalla Ali, adjudant retraité, demeurant à Zéguinda Tillabéry (Niger), gazé, médaille militaire, médaille de la victoire, médaille commémorative.

Sow Limate, commis-expéditionnaire à Tambacounda (Sénégal), combattant 1914-1918, carte n° 164.902 de

Seine, médaille coloniale, médaille commémorative, médaille interalliée, croix du combattant, médaille d'Orient, médaille serbe.

Testanière, marin, chef comptable principal des travaux publics à Conakry, classe 1916, combattant 1914-1918, carte n° 11.400 de Var, une blessure.

Vaare John Théophile Paul, comptable à Abidjan, carte du combattant 3.679, gazé.

*N. B. — Exception personnes ayant motivé notification individuelle éviction listes délégués associations locales approuvées.*

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Budget annexe du C. F. T.

#### Compte définitif (Exercice 1942)

ARRETE N° 580 C. F. T. du 4 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 267;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo — modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu le décret du 8 juin 1942 approuvant le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, pour l'exercice 1942;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les résultats définitifs du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1942, sont fixés en recettes et en dépenses ainsi qu'il suit :

*Recettes.* — Vingt et un millions cent quarante deux mille deux cent soixante onze francs, quarante centimes. (21.142.271,40)

*Dépenses.* — Treize millions huit cent quatre vingt huit mille neuf cent un francs, soixante dix centimes. (13.888.901,70)

*Excédent de recettes.* — Sept millions deux cent cinquante trois mille trois cent soixante neuf francs, 70 centimes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 novembre 1943.

A. MERCADIER.

Approuvé par décret du 7 janvier 1944.

**Budget local****Exercice 1944**

ARRETE N° 682 F. du 10 décembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
CHARGÉ DES AFFAIRES COURANTES,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le commissaire aux colonies;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le projet de budget local du territoire du Togo pour l'exercice 1944 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Cent sept millions huit cent quatre mille francs (107.804.000 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 décembre 1943.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par décret du 7 janvier 1944.

**Produits de première nécessité**

ARRETE N° 38 AE./3 du 24 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 fixant la réglementation des prix;

Vu l'arrêté 1294 SE. du 29 mars 1943 donnant délégation aux chefs des colonies en ce qui concerne la circulation, la détention, la déclaration, le contrôle des stocks, l'utilisation, la mise en vente de tous produits, matières, objets et denrées nécessaires aux besoins de ces territoires;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les articles ci-après pourront être mis en vente libre, pour les seules quantités dont le déblocage aura été autorisé chaque mois par le chef du service du C. P. S. en accord avec le président de la chambre de commerce :

Tissus,	Sel,
Sucre,	Cigarettes,
Allumettes,	Vins,
Liqueurs, spiritueux, alcools.	

ART. 2. — Les maisons de commerce de Lomé détenant ces articles devront adresser chaque mois au chef du bureau économique une demande de déblocage en 2 exemplaires conforme au modèle annexé au présent arrêté.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté et notamment le fait de mettre en vente libre, sans autorisation spéciale des articles ci-dessus énumérés n'ayant pas fait l'objet de déblocage, seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des postes et autres lieux publics.

Lomé, le 24 janvier 1944.

J. NOUTARY.

Demande de déblocage formulée par la

pour le mois de 1944

ARTICLES	QUANTITÉS détenues au 25 du mois antérieur	QUANTITÉS dont le déblocage est demandé	RÉPARTITION QUANTITÉS DONT DÉBLOCAGE EST DEMANDÉ			
			LOMÉ VILLE	NOËPÉ	TSÉVIE	ANÉCHO, ETC . . . . .
<i>I. Tissus</i>						
Différentes variétés de tissus . . . . .						
<i>II. Autres articles</i>						
Sel . . . . .						
Sucre . . . . .						
etc . . . . .						

Lomé, le 1944

L'Agent de la

**Mazout**

ARRETE N° 40 AE./3 du 29 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;  
Vu la loi du 14 mars 1942;  
Vu l'arrêté n° 370 AE. du 7 juillet 1942;  
Vu l'arrêté n° 340 cps. du 9 octobre 1943;  
Vu le procès-verbal de la commission des prix en date du 19 janvier 1944;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Pour compter de la date de publication du présent arrêté sont fixés comme suit les prix de vente du mazout taxe de transaction comprise:

A. — *Prix de gros, emballage, non fractionné*

Le fût de 175 kilogrammes . . . . . 959 frs.

B. — *Prix au détail*

Le litre . . . . . 5,15

ART. 2. — Toute infraction au présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des P. T. T.

Lomé, le 29 janvier 1944.

J. NOUTARY.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

ARRETE N° 42 AE./1 du 29 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 3 novembre 1934, modifié par décret du 31 juillet 1937;  
Vu l'arrêté du 7 octobre 1937, modifié les 24 février et 21 mai 1938;  
Vu les arrêtés des 17 juillet et 14 novembre 1937, modifiés le 17 janvier 1939;  
Vu la délibération en date du 31 décembre 1943 de la commission centrale de surveillance des Sociétés de prévoyance;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets pour 1944 des Sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Atakpamé, Klouto, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration en une assemblée générale de chacune des Sociétés indigènes de prévoyance intéressées sont arrêtés aux montants ci-après, en recettes et en dépenses :

*S.I.P. de Lomé.* — Deux millions quatre cent soixante cinq mille quatre cent soixante et un francs treize centimes (2.465.461,13).

*S.I.P. de Tsévié.* — Quatre cent soixante douze mille neuf cent quatre vingt treize francs (472.993).

*S.I.P. d'Atakpamé.* — Un million cent trente quatre mille quatre vingt sept francs (1.134.087).

*S.I.P. de Klouto.* — Six cent douze mille neuf cent quatre vingt deux francs soixante dix centimes (612.982,70).

*S.I.P. de Sokodé.* — Cinq cent treize mille neuf francs quatre vingt treize centimes (513.009,93).

*S.I.P. de Bassari.* — Trois cent sept mille francs (307.000).

*S.I.P. de Lama-Kara.* — Cinq cent soixante dix huit mille cent vingt sept francs (578.127).

*S.I.P. de Mango.* — Trois millions trente six mille quatre cents francs (3.036.400).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 janvier 1944.

J. NOUTARY.

**Mercuriales officielles**

ARRETE N° 51 AE. du 29 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 14 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 créant l'assimilation fiscale entre l'A. O. F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté n° 4124 F. du 4 décembre 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française fixant les mercuriales officielles pour le premier semestre 1944;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée au Togo seront liquidés par le service des douanes, pendant le premier semestre 1944, en conformité des indications des tableaux ci-annexés.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives, de postes, de douanes et dans tous les lieux d'usage.

Lomé, le 29 janvier 1944.

Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Numéros du tarif des douanes d'entrée	Numéros de la nomenclature officielle et du tarif Règl d'entrée	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ	Valeur mercantile par semestre 1944	OBSERVATIONS	
PREMIÈRE SECTION. — Matières animales						
CHAPITRE II. — Produits et dépouilles d'animaux						
42	69	Lait { complet ou écrémé, naturel ou stérilisé . . . concentré complet ou { liquide ou pâteux . écrémé, sans sucre . . . { solide . . . . .	100 K. 1/2 B.	1.350 »		
42	70		—	2.050 »		
42	71		—	2.500 »		
DEUXIÈME SECTION. — Matières végétales						
CHAPITRE VI. — Farineux alimentaires						
383	116	Farine de froment en sacs . . . . .	100 K. B.	600 »		
383	123	Malt entier. . . . .	—	265 »		
CHAPITRE VIII. — Denrées coloniales de consommation						
383	218	Lait concentré additionné de { liquide ou pâteux . sucre . . . . . { solide . . . . .	100 K. 1/2 B.	2.050 »		
383	219		—	2.500 »		
QUATRIÈME SECTION. — Fabrications						
CHAPITRE XXIII. — Verres et cristaux						
383	723	Bouteilles et flacons importés pleins. { dames jeannes et bonbonnes. . . . . de plus de 0 l. 50 . . . . . autres. { de 0 l. 10 à 0 l. 50 . . . . . de moins de 0 l. 10 . . . . .	La pièce	180 »		
			Le cent	400 »		
			—	200 »		
			—	120 »		
CHAPITRE XXV. — Tissus.						
Divers	Divers	Sacs contenant du sucre américain . . . . .	Simple ou double emballage	15 »	(1) La mercuriale s'appli- que aux futaillies en bois im- portées pleines de liquides ta- xés à la valeur à l'exclusion de celles contenant des liquides taxés spécifiquement (tels que vins de liqueurs, alcool, etc.) qui en vertu de la réglemen- tation douanière sont classées comme emballages sans va- leur marchande. Nota — Les valeurs des mercuriales s'appliquent aux produits nommément repris au tableau, à l'exclusion de ceux qui leur sont ou pour- raient leur être assimilés à la suite d'arrêtés de classement	
CHAPITRE XXVI. — Papier et ses applications						
383	896	Films cinématographiques impressionnés . . . . .	Le mètre de long	1 »		
CHAPITRE XXVIII. — Ouvrages en métaux						
383	ex. 1.113	Fûts en fer importés pleins. . . . .	100 K. N.	800 »		
CHAPITRE XXX. — Meubles et ouvrages en bois						
383	ex. 1.175	Fûts en bois impor- tés pleins (1). { 1/2 muids. . . . . barriques de 220 à 250 litres . . . . . Sixains . . . . .	La pièce	600 »		
			—	300 »		
			—	200 »		

**Coiffure****Casques pour enfants**

ARRETE N° 52 AE./3 du 29 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur les prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 1294 SE. du 29 mars 1943 du gouverneur  
général de P. A. O. F.;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont bloqués les casques  
pour enfants débarqués du s/s « Thomas Holt ».

ART. 2. — La vente de ces casques ne pourra être  
effectuée qu'en faveur des enfants européens ou assi-  
milés sur présentation de bons d'achat délivrés par  
l'administrateur-maire de Lomé, par les chefs de  
circonscription ailleurs qu'à Lomé, à raison d'un seul  
casque par enfant.

ART. 3. — Toute infraction aux dispositions du  
présent arrêté sera passible des sanctions de la loi  
du 14 mars 1942.



ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans les bureaux de postes.

Lomé, le 29 janvier 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

#### Articles textiles

ARRETE N° 54 AE/3 du 31 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix;

Vu l'arrêté général n° 1294-se. du 29 mars 1943 portant délégation de pouvoirs aux chefs de territoire;

Vu l'arrêté général n° 3829-se. du 5 novembre 1943 sur la vente des tissus;

Vu l'arrêté n° 8-AE/3 du 8 janvier 1944 fixant le mode de vente des articles textiles;

Vu l'arrêté n° 38-AE/3 du 24 janvier 1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 8-AE/3 du 8 janvier 1944 susvisé.

ART. 2. — A compter de la date de publication du présent arrêté sont bloqués dans les maisons de commerce détentrices les articles textiles suivants :

Cretonnes,

Tulle moustiquaire,

Drill blanc et kaki arrivage « Thomas Holt »,

Toile à voile et à bâche,

Fils de pêche,

Laine layette,

ainsi que les variétés de tissus transitées par Cotonou ci-après :

50% du lot n° 1 — Osnaburg blanchis,

Totalité du lot n° 21 — Mousseline blanchie,

Totalité du lot n° 22 — Coutils unis Chambray,

Totalité du lot n° 23 — Checked Chambray,

Totalité du lot n° 29 — Denim Blue,

50% du lot n° 31 — Suitting Cotton Twil,

Totalité du lot n° 32 — Pocket drill.

Les échantillons des variétés de tissus transitées par Cotonou ainsi bloquées sont déposés à la chambre de commerce.

ART. 3. — La vente des articles énumérés à l'article 2 ne pourra être effectuée que sur bons d'achat délivrés à Lomé par l'administrateur-maire; ailleurs par les chefs de circonscription. Pour le tulle moustiquaire la vente ne pourra être faite que sur bons délivrés par le bureau économique. Ces articles devront néanmoins être exposés dans les lieux de vente avec mention : vente sur autorisation spéciale.

Les transferts de Lomé à des localités de l'intérieur ne pourront être effectués que sur autorisation du chef du bureau économique.

ART. 4. — La mise en vente libre des articles textiles non repris au présent arrêté ne pourra être effectuée que dans la limite des quantités mensuellement débloquées ainsi que prescrit par l'arrêté n° 38 du 24 janvier 1944.

ART. 5. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par affichage à la mairie, dans les bureaux des postes, des chefs-lieux de circonscription et autres lieux publics.

Lomé, le 31 janvier 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

#### Ouverture de crédits

ARRETE N° 56 F. du 31 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu la lettre n° 18 TP/DO. du 25 août 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté général du 31 décembre 1942 portant approbation du budget local du Togo — Exercice 1943;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget local du Togo — Exercice 1943, le crédit supplémentaire suivant :

#### CHAPITRE XI

##### TRAVAUX PUBLICS

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Travaux d'entretien

§ 4. — Entretien des routes et ponts et terrains d'aviation . . . . . 500.000

ART. 2. — L'ouverture de ce crédit supplémentaire sera gagée par une augmentation des ressources normales du budget.

#### CHAPITRE IV

##### PRODUITS PERÇUS SUR ORDRES DE RECETTE

#### ART. 4. — Produits divers

§ 16. — Fonds de concours . . . . . 500.000

ART. 3. — Le présent arrêté rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1944.

*Pour le commissaire de la République absent,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 57 F. du 31 janvier 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par celui du 19 janvier 1935;

Vu la lettre n° 18 TP/DO. du 25 août 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 7 janvier 1944 portant approbation du budget local du Togo — Exercice 1944;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget local du Togo — Exercice 1944 — le crédit supplémentaire suivant :

### CHAPITRE XI

#### TRAVAUX PUBLICS

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — *Travaux d'entretien*

§ 6 (nouveau). — Entretien de la route  
Lomé-Anécho . . . . . 500.000

ART. 2. — L'ouverture de ce crédit supplémentaire sera gagée par une augmentation des ressources normales du budget.

### CHAPITRE IV

#### PRODUITS PERÇUS SUR ORDRES DE RECETTES

ART. 4. — *Produits divers*

§ 16. — Fonds de concours . . . . . 500.000

ART. 3. — Le présent arrêté rendu provisoirement exécutoire, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1944.

*Pour le commissaire de la République absent,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

### Régime pénitentiaire

ARRETE N° 61 A. P. A. du 2 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire indigène au Togo, modifié par l'arrêté n° 188 du 20 avril 1940 et l'arrêté n° 356 du 24 juin 1943;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 48 de l'arrêté n° 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 est ainsi complété :

« En cas d'urgence ou en cas d'empêchement justifié de plusieurs membres, la délégation de la commission de surveillance pourra n'être composée que du président du tribunal de première instance ou d'un

fonctionnaire faisant partie de la commission; la délégation pourra, en outre, au cours de ses opérations, prendre l'avis du médecin de l'administration et de l'agent du service des travaux publics du lieu de la prison ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 février 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

### Recrutement de préposés des douanes

N° 66 P. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

4 février 1944. — Un concours pour le recrutement de trois préposés du cadre local des douanes du Togo aura lieu à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes le mardi 11 avril 1944.

Les demandes de candidature devront être adressées au commissaire de la République (bureau du personnel) avant le 20 mars 1944, date de la clôture des inscriptions, accompagnées des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> — Un extrait d'acte de naissance dûment légalisé ou toute pièce en tenant lieu (certificat de notoriété).

Les candidats devront être âgés de 16 ans au moins et de 30 ans au plus.

Pour ceux justifiant de services militaires, la limite d'âge est prorogée d'une durée égale à la durée de ces services, sans qu'elle puisse toutefois dépasser 35 ans.

2<sup>o</sup> — Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

3<sup>o</sup> — Un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date;

4<sup>o</sup> — Un certificat de visite et de contre-visite délivré par des médecins militaires, constatant que les candidats sont physiquement aptes au service actif des douanes et qu'ils ont été reconnus indemnes de tuberculose pulmonaire;

5<sup>o</sup> — Une carte d'identité.

### Enseignement

ARRETE N° 71 E. du 7 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 103 du 15 février 1943 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1943;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1944 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire sont fixés comme suit :

ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE (1)

Lomé . . . . . 3 classes

## COURS SUPÉRIEURS (3)

Lomé . . . . .	1 classe
Atakpamé . . . . .	1 classe
Sokodé . . . . .	1 classe

## ÉCOLES RÉGIONALES (7)

Lomé (garçons) . . . . .	4 classes
Lomé (filles) . . . . .	2 classes
Anécho . . . . .	4 classes
Atakpamé . . . . .	2 classes
Palimé . . . . .	2 classes
Sokodé . . . . .	2 classes
Mango . . . . .	1 classe

## ÉCOLES URBAINES (6)

Lomé . . . . .	13 classes
Anécho . . . . .	8 classes
Atakpamé . . . . .	6 classes
Palimé . . . . .	5 classes
Sokodé . . . . .	4 classes
Mango . . . . .	4 classes

## ÉCOLES MÉNAGÈRES (3)

Lomé . . . . .	4 classes
Anécho . . . . .	4 classes
Palimé . . . . .	1 classe

## ÉCOLES DE VILLAGES (41)

*Cercle de Lomé :*

Abobo, Gamé, Mission-Tové, Aflao par école. . . . .	1 classe
--	----------

*Cercle d'Anécho :*

Ahépe, Aklakou, Amégnan, Zowla par école. . . . .	1 classe
Vogan . . . . .	2 classes

*Cercle du Centre :*

Kpéssi, Okou, Yégué, Amlamé, Nuatja, Anié, Tohoun . . . . .	1 classe par école.
--	------------------------

Dayes-Kakpa, Goudévé, Kpadafé, Kouma- Tokpli, Agou, Akata . . . . .	1 classe par école.
--	------------------------

Dayes-Apéyémé . . . . .	2 classes
-------------------------	-----------

*Cercle de Sokodé :*

Kabou, Guérin-Kouka, Parataou, Tcham- ba, Kouméa, Lama-Kara, Niamtougou, Dja- batauré, Cambolé, Bafilo, Djandé, Dako par école. . . . .	1 classe
--	----------

Bassari . . . . .	2 classes
-------------------	-----------

*Cercle de Mango :*

Nakitendi-Laré, Kandé, Bidjenga, Dapan- go, Nano . . . . .	1 classe par école.
---	------------------------

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 février 1944.

Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

## ARRETE n° 73 E. du 8 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 310 du 4 juin 1942 portant organisation de l'école européenne de Lomé;

Vu l'arrêté organique du 18 janvier 1887 modifié par l'arrêté du 23 mars 1938;

Vu le décret du 2 septembre 1943 portant abrogation du texte dit loi du 15 avril 1941 sur l'organisation de l'enseignement primaire élémentaire et le texte de l'arrêté du 16 avril 1941 qui en a fait application.

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'école européenne de Lomé comprend quatre cours (préparatoire, élémentaire, moyen, supérieur) des écoles de la métropole. Elle en suit les programmes.

ART. 2. — L'école reçoit les enfants européens atteignant dans l'année l'âge de 6 ans. Aucun élève n'est admis à fréquenter l'école au delà de 14 ans révolus. Les élèves atteignant 14 ans au cours de l'année scolaire sont autorisés à terminer le trimestre en cours.

Ne pourront y être admis que ceux qui parlent assez couramment la langue française pour en suivre les cours avec fruit. En cas de contestation, le chef du service de l'enseignement décidera en dernier ressort après examen des connaissances de l'enfant en français parlé.

ART. 3. — Les inscriptions sont faites par le directeur ou la directrice sur présentation :

1° — du bulletin de naissance de l'enfant ou du livret de famille;

2° — du certificat médical constatant que l'enfant n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et qu'il a été vacciné.

L'enseignement est donné gratuitement.

ART. 4. — L'admission des débutants a lieu à la rentrée de septembre et exceptionnellement à celle de Pâques.

Toutefois les enfants qui savent lire et écrire peuvent être admis dès leur arrivée au territoire.

L'année scolaire commence à la rentrée de septembre.

ART. 5. — Lors de leur admission, les élèves, suivant leur degré d'instruction, sont répartis dans les différents cours par le directeur ou la directrice sous le contrôle du chef du service de l'enseignement.

ART. 6. — Les heures de classe sont les suivantes :

8 à 11 heures.

15 à 17 heures.

ART. 7. — Les règlements généraux des écoles de la métropole, en ce qui concerne la surveillance des élèves, la discipline, la tenue des registres, sont applicables à l'école européenne de Lomé.

ART. 8. — Les études faites à l'école européenne sont sanctionnées par un certificat d'études primaires élémentaires subi dans les mêmes conditions que dans la métropole. Les épreuves sont choisies par le chef du service de l'enseignement. La commission d'examen, nommée par le commissaire de la République est composée ainsi qu'il suit :

Le chef du service de l'enseignement, *président*.

Le directeur de l'école primaire supérieure, *vice-président*.

2 instituteurs ou institutrices du cadre métropolitain ou du cadre commun supérieur de l'A.O.F., ou du cadre local européen du Togo.

La date de l'examen est fixée par décision du commissaire de la République.

ART. 9. — La liste définitive des élèves admis est arrêtée par le commissaire de la République sur la présentation du procès-verbal de la commission d'examen.

Un diplôme constatant cette admission est délivré à chacun d'eux par le commissaire de la République.

ART. 10. — Une classe enfantine est annexée à l'école européenne de Lomé.

Elle reçoit les enfants de 3 à 6 ans révolus.

ART. 11. — La classe enfantine est placée sous la direction et le contrôle du directeur ou de la directrice de l'école européenne.

Le personnel comprend une institutrice ou une auxiliaire en faisant fonction et une femme de charge.

ART. 12. — Les inscriptions sont faites par le directeur ou la directrice de l'école européenne sur présentation :

1° — du bulletin de naissance de l'enfant ou du livret de famille;

2° — d'un certificat médical constatant que l'enfant n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et qu'il a été vacciné.

ART. 13. — Les heures de classe sont celles de l'école européenne.

Le passage de la classe enfantine à l'école européenne se fait en principe à la rentrée de septembre.

ART. 14. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 février 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires,  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

DECISION N° 63 E. du 8 février 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1943 organisant l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté du 30 juin 1942 portant organisation de l'école européenne de Lomé;

Vu l'arrêté du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1941 portant organisation du cours complémentaire de l'école Notre-Dame des Apôtres de Lomé;

Vu l'arrêté n° 83 du 5 février 1942 fixant les périodes de vacances dans les écoles du territoire;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1944 :

A. — ECOLES ÉLÉMENTAIRES

*Vacances du 1<sup>er</sup> trimestre* — 10 jours : du 29 mai au 7 juin inclus.

*Vacances du 2<sup>e</sup> trimestre* — 10 jours : du 4 septembre inclus au 13 septembre inclus.

*Grandes vacances* — 2 mois : du 25 décembre 1944 inclus au 24 février 1945 inclus.

B. — ECOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES —  
ECOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ

*Vacances du 2<sup>e</sup> trimestre* — (année scolaire 1943-1944) 10 jours : du 3 avril inclus au 12 avril inclus.

*Grandes vacances* — 2 mois : du 17 juillet inclus au 16 septembre inclus.

*Vacances du 1<sup>er</sup> trimestre* — (année scolaire 1944-1945), du 24 décembre inclus au 2 janvier 1945 inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du territoire auront lieu aux dates ci-après :

CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES

*Ecole européenne* : 3 juillet 1944

Certificat d'enseignement primaire supérieur : 5 juillet et jours suivants.

Concours d'entrée à l'école primaire supérieure et au cours complémentaire Notre-Dame des Apôtres : 28 août et jours suivants.

Certificat d'études primaires élémentaires (écoles élémentaires) : 6 novembre 1944.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 8 février 1944.

*Pour le commissaire de la République au Togo,  
l'inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU HAUT COMMISSARIAT

#### Mutation

N° 145 P./I. — Par décision du gouverneur général de l'Afrique occidentale française en date du :

14 janvier 1944. — M. Rives François, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, en service en Guinée française, est mis à la disposition du commissaire de la République au Togo.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 43 p. du :

29 janvier 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel européen de la trésorerie du Togo pour l'année 1944 :

*Pour le grade de payeur de 1<sup>re</sup> classe :*

Saint-Criq André, payeur de 2<sup>e</sup> classe,  
(au choix).

*Pour le grade de payeur de 3<sup>e</sup> classe :*

Larnère Joseph, commis principal hors classe,  
(au choix).

Par arrêté n° 44 p. du :

29 janvier 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo pour le premier semestre 1944 :

**POLICE**

*Pour le grade de commissaire de police de 1<sup>re</sup> classe :*

Ginet Henri, commissaire de police de 2<sup>e</sup> classe.

**SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS**

*Pour le grade de chef surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*

Angeletti Laurent, surveillant principal de 1<sup>re</sup> cl.

**Promotions**

Par arrêté n° 47 p. du :

29 janvier 1944. — Est promu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944, dans le personnel de la trésorerie du Togo :

*Au grade de payeur de 1<sup>re</sup> classe :*

Saint-Criq André, payeur de 2<sup>e</sup> classe,  
(au choix).

Par arrêté n° 48 p. du :

29 janvier 1944. — Sont promus dans le personnel des cadres locaux européens du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 :

**POLICE**

*Au grade de commissaire de police de 1<sup>re</sup> classe :*

Ginet Henri, commissaire de police de 2<sup>e</sup> classe.  
(R. S. M. conservé au 1<sup>er</sup> janvier 1944 : 7 mois 21 jours).

**SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS**

*Au grade de chef surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*

Angeletti Laurent, surveillant principal de 1<sup>re</sup> classe.  
(R. S. M. Néant).

**Mutations**

Par décision n° 47 p. du :

29 janvier 1944. — M. Lemoine Jacques, administrateur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, commandant le cercle de Mango, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, commandant du cercle de Sokodé, en remplacement de M. Mouragues Albert, administrateur de 2<sup>e</sup> classe, affecté au Sénégal.

Sa résidence est fixée à Sokodé.

M. Barma Victor, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils des colonies, chef de la subdivision de Dapango, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef de la subdivision de Mango.

Sa résidence reste fixée à Dapango.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 45 p. du :

29 janvier 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F. en service au Togo, pour le premier semestre 1944 :

*Pour le grade d'instituteur principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Randolph Pierre Léopold, instituteur de 1<sup>re</sup> classe.  
(2<sup>e</sup> échelon).

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*

Ankrah David, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n° 46 p. du :

29 janvier 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo pour le premier semestre 1944 :

**SERVICE DE SANTÉ**

*Pour le grade d'aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe :*

de Souza Etienne, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe,  
Nikoué Clément, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*

Abbey William, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*

Ayayi Cyprien, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe,  
Koumi Noël, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe,  
Lawson Anna (née Seddoh), infirmière-major de 3<sup>e</sup> cl.,  
Akouété Jean, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*

Hillah Michel, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe,  
d'Almeida Benoit, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe,  
Wood Anna, infirmière-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*

Nyavor Pius, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
Akpah Félix, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
Gnassounou Toussaint, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
Kengbo Georges, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*

Afanou Louis, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Lawson Josias, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Gbikpi Alphonse, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Schneider William, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Agbodjan Prince Etienne, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Lacle Jean, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Massougbdji Bernard, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Claude dit Régent, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Edorh Emmanuel, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Kpodar Emile, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Panou Robert, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Mienso Ambroise, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Klutsé Paul, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Mensah Benjamin, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*

Lawson Daniel, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

*Pour le grade d'instituteur ppal de 3<sup>e</sup> classe :*

Vianou Benjamin, instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Lawson Joseph, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 Ekoué Pierre, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 Tétékpoé Léopold, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Kpodar Louis, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe,  
 Jacob Adoté, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Johnson Georges, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Sitti Jean, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Amah Moorhouse, instituteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Houédakor Ambroise, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de monitrice de 2<sup>e</sup> classe :*

Hundt Josephine (née de Médeiros), monitrice de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DE L'AGRICULTURE

*Pour le grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Kengbo Moïse, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Gokounous Remy, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

Agbobli Victor, moniteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe,  
 Eyébiyi Salomon, moniteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Akakpo Léonard, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
 Lawson Samuel, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

Napporn Théophile, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
 Allagbo Thomas, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
 Tossou Michel, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES DOUANES

*Pour le grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :*

Piétri Lazare, commis de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 2<sup>e</sup> classe :*

Eclou Michel, préposé de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 5<sup>e</sup> classe :*

Lawson Joseph, préposé de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 6<sup>e</sup> classe :*

Byll Hilaire, préposé de 7<sup>e</sup> classe,  
 Fabre Henri, préposé de 7<sup>e</sup> classe,  
 Agbémégan Jean, préposé de 7<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES P. T. T.

*Pour le grade de commis ppal de 2<sup>e</sup> classe :*

(Sous réserve d'un examen professionnel)  
 Bocoovi Ambroise, commis principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de hors classe :*

Koffi Jacques, commis de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*

Dos Reis Justin, commis de 4<sup>e</sup> classe,  
 Ephoévi Charles, commis de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*

Gbaguidi Maurice, surnuméraire.

*Pour le grade de facteur-chef de 2<sup>e</sup> classe :*

Hunkpati John, facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe,  
 Kinmakon Victor, facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe,  
 Ayité Christophe, facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Adégnika François, facteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Sossou François, facteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 2<sup>e</sup> classe :*

Ahonon Boconon, surveillant de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 5<sup>e</sup> classe :*

Tétévi Marc, surveillant de 6<sup>e</sup> classe,  
 Latam Ali, surveillant de 6<sup>e</sup> classe.

## SERVICE RADIOÉLECTRIQUE

*Pour le grade de commis radio de 5<sup>e</sup> classe :*

Dahouénou Louis, commis radio de 6<sup>e</sup> classe.

## COMMIS D'ADMINISTRATION

*Pour le grade de commis d'administration principal de 3<sup>e</sup> classe :*

(Sous réserve d'un examen professionnel)  
 Byll Alexandre, commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe.



*Pour le grade de commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe :*

Gnassounou Victor, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,  
de Souza Dominique, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,  
Aloménu Emmanuel, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe :*

Créppy Charles, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
d'Almeida Hubert, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
Gnassounou Paul, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
Akpalo John, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe :*

da Silva Jacintho, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Lawson Jacob, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe,  
Dossah Paul, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl. :*  
Yévu Joseph, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe :*

Ajavon Blaise, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Davi Adolphe, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Kittissou Mathias, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Foly Joseph, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Sanvee Emmanuel, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Atayi Emmanuel, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl. :*

Djélou Michel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,  
Folly Ambroise, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl. :*

Hantz Richard, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Eyébiyi Samuel, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Mébounou Michel, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Gbedey Théophile, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl. :*

Moévi Sébastien, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Amouzou Adolphe, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Agbodjan Prince Edouard, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,  
Attikossie Ernest, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Quévison Charles, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.

#### INTERPRÈTES

*Pour le grade d'interprète ppal de 2<sup>e</sup> classe :*

Kouévi Gabriel, interprète principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'interprète ppal de 3<sup>e</sup> classe :*

Tiédré Yao, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

#### POLICE

*Pour le grade d'inspecteur-auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe :*

Gnofam Mani Michel, inspecteur-auxiliaire de 7<sup>e</sup> cl.,  
Ananou Maximin, inspecteur-auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe.

#### PLANTONS

*Pour le grade de planton de 5<sup>e</sup> classe :*

Assagba Michel, planton de 6<sup>e</sup> classe.

#### SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

*Pour le grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

d'Almeida Léopold, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe,  
Lantey Henri, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Latévi Tèvi, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbodan Jean, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe,  
Koussandja Binoh, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe,  
Etou Frantz, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Kpakpo Gabriel, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'opérateur de 4<sup>e</sup> classe :*

d'Almeida Alexandre, opérateur de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe :*

Atadoutin Tossoukpè, surveillant de route de 6<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe :*

Adoléhoumé Auguste, surveillant de route de 7<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur ppal de 4<sup>e</sup> cl. :*

William Frantz, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Nelson Kouakouvi, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> cl.

#### RÉSEAU DES CHEMINS DE FER ET WHARF

*Pour le grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*

Tété Antoine, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Dovi Jonathan, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
d'Almeida Maurice, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
Ajavon Ernest, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*

Barboza Pierre, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe,  
Koutameh Jean, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de train de 2<sup>e</sup> classe :*

Vovo Jean, chef de train de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de train de 5<sup>e</sup> classe :*

Folikoué Robert, chef de train de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de receveur de 2<sup>e</sup> classe :*

Dossah Louis, receveur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de téléphoniste de 1<sup>re</sup> classe :*

Amouzou Aballo, téléphoniste de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Akomachry Hyacinthe Marellin, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe,

Ruffino Paul, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Abotchie Vendelinus, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Agbémébio Anani, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Adovi Aloys, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Agbada Amouzou, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Abalo Nyirofou, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Sant'Anna Michel, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe,  
 Aménouvékou Martin, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef-mécanicien de 6<sup>e</sup> classe :*

Vidjrakou, chef-mécanicien de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef d'équipe de 4<sup>e</sup> classe :*

Akakpovi Mensah, chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe,  
 Gozan Kloutsé, chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe :*

Mama Soukoum, homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de pointeur de 2<sup>e</sup> classe :*

Amagli Andréas, pointeur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de pointeur de 3<sup>e</sup> classe :*

Koussawo Antoine, pointeur de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-canotier :*

Amétépé James, premier-maître.

*Pour le grade de premier-maître-canotier :*

Miheyé Todédjrapou, second-maître.

**Promotions**

Par arrêté n° 49 p. du :

29 janvier 1944. — Sont promus à compter du premier janvier 1944 dans le personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F., en service au Togo :

*Au grade d'instituteur principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Randolph Pierre Léopold, instituteur de 1<sup>re</sup> classe (2<sup>e</sup> échelon).

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*

Ankrah David, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n° 50 p. du :

29 janvier 1944. — Sont promus à compter du premier janvier 1944 dans le personnel des cadres locaux indigènes du Togo :

**SERVICE DE SANTÉ***Au grade d'aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe :*

de Souza Etienne, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe,  
 Nikoué Clément, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*

Abbey William, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*

Ayayi Cyprien, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe,  
 Koumi Noël, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe,  
 Lawson Anna (née Seddoh), infirmière-major de 3<sup>e</sup> cl.,  
 Akouété Jean, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe :*

Hillah Michel, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe,  
 d'Almeida Benoît, infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe,  
 Wood Anna, infirmière-major de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*

Nyavor Pius, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
 Akpah Félix, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
 Gnassounou Toussaint, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
 Kengbo Georges, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*

Afanou Louis, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Lawson Josias, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Gbikpi Alphonse, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Schneider William, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Agbodjan Prince Etienne, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Lacle Jean, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
 Massougbdji Bernard, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Claude dit Régent, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Edoth Emmanuel, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Kpodar Emile, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Panou Robert, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Mienso Ambroise, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
 Klutsé Paul, infirmier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Mensah Benjamin, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*

Lawson Daniel, infirmier de 4<sup>e</sup> classe.

**SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT***Au grade d'instituteur ppal de 3<sup>e</sup> classe :*

Vianou Benjamin, instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Lawson Joseph, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 Ekoué Pierre, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 Tétékpoé Léopold, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Kpodar Louis, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe,  
 Jacob Adoté, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Johnson Georges, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Sitti Jean, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Amah Moorhouse, instituteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Houédakor Ambroise, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de monitrice de 2<sup>e</sup> classe :*

Hundt Josephine (née de Médeiros), monitrice de 3<sup>e</sup> classe.

**SERVICE DE L'AGRICULTURE***Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Kengbo Moïse, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Gokounous Remy, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

Agbobli Victor, moniteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe,  
Eyébiyi Salomon, moniteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de moniteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Akakpo Léonard, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
Lawson Samuel, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
Napporn Théophile, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
Allagbo Thomas, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe,  
Tossou Michel, moniteur-auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES DOUANES

*Au grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :*

Piétri Lazare, commis de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 1<sup>re</sup> classe :*

Kouévi Cyrus, préposé de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 2<sup>e</sup> classe :*

Eclou Michel, préposé de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 5<sup>e</sup> classe :*

Lawson Joseph, préposé de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 6<sup>e</sup> classe :*

Byll Hilaire, préposé de 7<sup>e</sup> classe,  
Fabre Henri, préposé de 7<sup>e</sup> classe,  
Agbémégnan Jean, préposé de 7<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES P. T. T.

*Au grade de commis de hors classe :*

Koffi Jacques, commis de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*

Dos Reis Justin, commis de 4<sup>e</sup> classe,  
Ephoévi Charles, commis de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*

Gbaguidi Maurice, surnuméraire.

*Au grade de facteur-chef de 2<sup>e</sup> classe :*

Hunkpati John, facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe,  
Kinnakon Victor, facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe,  
Ayité Christophe, facteur-chef de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Adégnika François, facteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Sossou François, facteur-auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 2<sup>e</sup> classe :*

Ahonon Boconon, surveillant de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 5<sup>e</sup> classe :*

Tétévi Marc, surveillant de 6<sup>e</sup> classe,  
Latam Ali, surveillant de 6<sup>e</sup> classe.

## SERVICE RADIOÉLECTRIQUE

*Au grade de commis radio de 5<sup>e</sup> classe :*

Dahouénou Louis, commis radio de 6<sup>e</sup> classe.

## COMMIS D'ADMINISTRATION

*Au grade de commis d'administ. ppal de 4<sup>e</sup> cl. :*

Gnassounou Victor, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,  
de Souza Dominique, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,

Aloménu Emmanuel, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'ad. ppal de 5<sup>e</sup> classe :*

Creppy Charles, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
d'Almeida Hubert, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
Gnassounou Paul, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe,  
Akpalo John, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'ad. ppal de 6<sup>e</sup> classe :*

da Silva Jacintho, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Lawson Jacob, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe,  
Dossah Paul, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe :*

Yévu Joseph, commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe :*

Ajavon Blaise, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Davi Adolphe, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Kittissou Mathias, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Foly Joseph, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Sanvee Emmanuel, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Atayi Emmanuel, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*

Djélou Michel, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe,  
Folly Ambroise, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*

Hantz Richard, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Eyébiyi Samuel, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Mébounou Michel, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Gbedey Théophile, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*

Moévi Sébastien, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Amouzou Adolphe, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Agbodjan Prince Edouard, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe,  
Attikossie Ernest, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Quévison Charles, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.

## INTERPRÈTES

*Au grade d'interprète ppal de 2<sup>e</sup> classe :*

Kouévi Gabriel, interprète principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'interprète ppal de 3<sup>e</sup> classe :*

Tiédré Yao, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

## POLICE

*Au grade d'inspecteur-auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe :*

Gnofam Mani Michel, inspecteur-auxiliaire de 7<sup>e</sup> cl.,  
Ananou Maximin, inspecteur-auxiliaire de 7<sup>e</sup> classe.

## PLANTONS

*Au grade de planton de 5<sup>e</sup> classe :*

Assagba Michel, planton de 6<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

*Au grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

d'Almeida Léopold, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe,  
Lantey Henri, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Latévi Tévî, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbodan Jean, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe,  
Koussandja Binoh, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe,  
Etou Frantz, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Kpakpo Gabriel, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'opérateur de 4<sup>e</sup> classe :*

d'Almeida Alexandre, opérateur de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe :*

Atadoutin Tossoukpè, surveillant de route de 6<sup>e</sup> cl.

*Au grade de surveillant de route de 6<sup>e</sup> classe :*

Adoléhouné Auguste, surveillant de route de 7<sup>e</sup> cl.

*Au grade de mécanicien-conducteur ppal de 4<sup>e</sup> classe :*

William Frantz, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Nelson Kouakouvi, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> cl.

## RÉSEAU DES CHEMINS DE FER ET WHARF

*Au grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*

Tété Antoine, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Dovi Jonathan, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
d'Almeida Maurice, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
Ajavon Ernest, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*

Barboza Pierre, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe,  
Koutameh Jean, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de train de 2<sup>e</sup> classe :*

Yovo Jean, chef de train de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de train de 5<sup>e</sup> classe :*

Folikoué Robert, chef de train de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de receveur de 2<sup>e</sup> classe :*

Dossah Louis, receveur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de téléphoniste de 1<sup>re</sup> classe :*

Amouzou Aballo, téléphoniste de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Akomachry Hyacinthe Marcellin, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe,  
Ruffino Paul, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Abotchie Vendelinus, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Agbémébio Anani, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
Adovi Aloys, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
Agbada Amouzou, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
Abalo Nyirofou, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Sant'Anna Michel, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe,  
Aménouvékou Martin, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef-mécanicien de 6<sup>e</sup> classe :*

Vidjrahou, chef-mécanicien de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef d'équipe de 4<sup>e</sup> classe :*

Akakupovi Mensah, chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe,  
Gozan Kloutsé, chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe :*

Mama Soukoum, homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de pointeur de 2<sup>e</sup> classe :*

Amagli Andréas, pointeur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de pointeur de 3<sup>e</sup> classe :*

Koussawo Antoine, pointeur de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-canotier :*

Amétépé James, premier-maître.

*Au grade de premier-maître-canotier :*

Miheyé Todédjrapou, second-maître.

**Mutations**

Par décision n° 51 P. du :

2 février 1944. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel indigène du territoire :

M. Quashie William, commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe, agent spécial à Sokodé, est nommé agent spécial et dépositaire comptable à Atakpamé, en remplacement du commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe Messavussu Pierre, appelé à d'autres fonctions.

M. Messavussu Pierre, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe, agent spécial à Atakpamé, est nommé agent spécial et dépositaire comptable à Bassari, en remplacement de M. Barbero, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies, chef de la subdivision de Bassari, provisoirement chargé des fonctions d'agent spécial de cette localité.

M. Locoh Albert, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe, en service au bureau des affaires économiques, est nommé agent spécial et dépositaire comptable à Sokodé, en remplacement du commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe Quashie William.

M.M. Quashie, Locoh et Messavussu sont en outre nommés respectivement, secrétaires-trésoriers des S.I.P. d'Atakpamé, Sokodé et Bassari.

M. Tossou Abalo, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe, en service à Bassari, est mis à la disposition du chef du service de l'éducation générale et des sports, en remplacement du commis-expéditionnaire adjoint de 4<sup>e</sup> classe du cadre spécial du gouvernement général de l'A.O.F., Mensah Emmanuel, qui est mis à la disposition du chef du bureau des finances.

**Affectations**

Par décision n° 65 P. du :

9 février 1944. — Les institutrices stagiaires, mises à la disposition du commissaire de la République au Togo par arrêté général n° 3061 du 25 août 1943, reçoivent les affectations suivantes :

Olympio Amélia, école régionale de Lomé, (filles);  
Kouéviakoé Hélène, école ménagère de Palimé.

Les instituteurs stagiaires, mis à la disposition du commissaire de la République au Togo par arrêté général n° 3183 du 4 septembre 1943, reçoivent les affectations suivantes :

Tsogbé Joseph, école régionale d'Anécho;  
Dégbého Emmanuel, école régionale de Palimé.

La présente décision aura effet pour compter du 25 février 1944.

**Rétrogradation**

Par arrêté n° 76 P. du :

9 février 1944. — Le moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe de l'agriculture, Akakpo Codjovi René, en service à Atakpamé, est rétrogradé à la 4<sup>e</sup> classe de son grade pour faute grave dans le service.

**Révocation**

Par arrêté n° 60 P. du :

1<sup>er</sup> février 1944. — Le commis de 3<sup>e</sup> classe du cadre local indigène des douanes du Togo, d'Oliveira Paul, est révoqué pour compter du 2 juillet 1943, date à laquelle il a été condamné par le tribunal colonial d'appel du Dahomey à 3 mois de prison, mille deux cents francs d'amende et l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public.

**Agents auxiliaires****Reclassement**

Par décision n° 39 P. du :

29 février 1944. — Les salaires des agents auxiliaires dont les noms suivent, sont fixés ainsi qu'il suit pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 :

Hazoumé Léon, comptable auxiliaire . . . 3.000 frs. par mois.

Mensah Joseph, commis-expéditionnaire auxiliaire . . . 3.000 frs. par mois.

Les salaires ci-dessus fixés sont exclusifs de tous accessoires ou indemnités.

**Nomination**

Par décision n° 49 P. du :

1<sup>er</sup> février 1944. — Le nommé Bruce Emmanuel est engagé en qualité de commis-traducteur à titre essentiellement précaire et révocable et mis à la disposition du chef du service de l'enregistrement et des domaines conservateur de la propriété foncière.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel global de mille cinq cents francs (1.500 frs.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

**Démission**

Par décision n° 59 P. du :

5 février 1944. — Est acceptée pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1944 la démission de son emploi offerte par l'infirmière-visiteuse auxiliaire Ahodikpé Cathérine, en service à Atakpamé.

**Révocation**

Par décision n° 53 P. du :

3 février 1944. — Le chaîneux auxiliaire Dégboé Basile, en service aux travaux publics à Lomé, est révoqué pour compter du 16 décembre 1943, date à laquelle il a abandonné son poste.

**Gardes-frontières****Licenciement**

Par arrêté n° 55 P. du :

31 janvier 1944. — Le garde-frontière stagiaire Chadaré Babalola, en service au poste des douanes d'Illakondji, est licencié de son emploi pour indiscipline et mauvaise manière habituelle de servir.

**Forces de Police**

Par arrêté n° 41 B. M. du :

29 janvier 1944. — Sont licenciés pour faute grave en service et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire pour compter du 1<sup>er</sup> février 1944, les gardes dont les noms suivent :

Degué Sédohounsounou, gardé de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1412, du détachement de police de Lomé.

Djossé Hounyèmè, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1415, du détachement de police de Lomé.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

**DIVERS****Allocations**

Par décision n° 45 F. du :

29 janvier 1944. — Il est alloué aux chefs indigènes du cercle de Lomé, ci-dessous désignés, pour service rendus pendant l'année 1943, les allocations suivantes :

Cercle de Lomé	frs.
Dorkenoo, chef de canton Aképe . . . . .	6.000
Aklassou, chef de canton Ebè . . . . .	6.000
Sémékono, chef de canton Aflao . . . . .	6.000
Thomas Fiati, chef-adjoint de canton Awé . . . . .	6.000
Maglo Kokou Dogbla, chef-adjoint de canton Davié . . . . .	5.000
Azi, chef-adjoint de canton Gapé . . . . .	5.000
Kpelly Bernard, chef de canton Mission-Tové . . . . .	5.000
Passah Seth, chef de canton Tsévié . . . . .	3.000
Nopégnon Somali, chef du quartier Assiama (Tsévié) . . . . .	2.500
Akakpo Noudoôa, chef de canton Gamé . . . . .	2.500
Sédjro, chef de canton Agouévè . . . . .	2.000
Maglo Richard, chef de canton Agbatopé . . . . .	2.000
Guidiga, chef-adjoint de canton Dalavé . . . . .	2.000
Sessoafia Aklassou, chef-adjoint de canton Bogamé . . . . .	2.000
Katé, chef-adjoint de canton Agouévè . . . . .	1.500
Seth Sadji, chef de canton Fli . . . . .	1.500
Koukakpo, chef de canton Assomé . . . . .	1.500
Agbozo, chef de canton Bolou . . . . .	1.000
Smith Kougbénou, chef-adjoint Gblainvié . . . . .	1.000
Kodjo Awlimé, chef du village Assahoun . . . . .	1.000
Aléké, chef de canton Awé . . . . .	1.200
Adato, chef de canton Baguida . . . . .	1.000
Zagla, chef-adjoint de canton Aképe . . . . .	1.000
Agbénizian, chef-adjoint de canton Noépé . . . . .	1.000
Agbessi, chef de canton Kodjo . . . . .	1.000
Stéphan Agnan, chef-adjoint de canton Adangbé . . . . .	1.000
Akpalo, chef de canton Gati . . . . .	1.000
Tengué, chef de canton Yobomé . . . . .	500
William Houkpéto, chef du village Sanguéra . . . . .	500
Négo, chef du village Akoviépé . . . . .	500
Francis Edo Toffa, chef de canton Abobo . . . . .	500
Vendelinus Aziagblé, chef de canton Lébè . . . . .	500
Gbogla Hégnon, chef de canton Djagblé . . . . .	500
Apaloo Hubert, chef du village Gbadomé . . . . .	500
Akpahé, chef du village Kpédji . . . . .	500
Aholou Akpatigbé, chef du village Déko (Gapé) . . . . .	500
Joseph Adjallé, chef-adjoint de canton Amoutivé . . . . .	500

Ahonto Attisso, chef du village Duvé (Tsévié)	500
Anani Woameno, chef du quartier Adiakpo (Tsévié)	500
Jérôme Agbaglo, chef du quartier Bè	500
Djagli Djata, chef du village Wouvé (Awé)	500
Tobolo Guéouya, chef-adjoint de canton Gamé	500
Agamah, chef du village Fongbé	500
Agboli, chef de canton Ezo	500
Maglo Sodofia, chef de canton Davié	500
Ataglo, chef de canton Dalavé	500
Tèvi Toyi, chef de canton Adangbé	300
Apéty, chef de canton Dékpo	400
Aklassou, chef de canton Bogamé	300
Avougla, chef de canton Gblainvié	300
Aziagué, chef de canton Kodjo	300

#### Commandement indigène

Par décision n° 48 F. du :

29 janvier 1944. — Des augmentations de traitement suivantes sont accordées pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 aux chefs indigènes dont les noms suivent :

Par arrêté n° 59 c. d. du :

31 janvier 1944. — Sont accordés les dégrèvements et remises gracieuses ci-après :

#### EXERCICE 1943:

##### Sokodé

Rôle n° 18 art. 8 bis Monseigneur Strebler Joseph	250,—
Rôle n° 18 art. 9 R. P. Boursin Théophile	250,—
Rôle n° 18 art. 11 R. P. Gasser Auguste	250,—
Rôle n° 18 art. 10 R. P. Lelièvre Gabriel	250,—

Cote personnelle (taxe fixe)	RACHAT DES PRESTATIONS	TOTAL
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
250,—	40,—	290,—
1.000,—	160,—	1.160,—

#### LICENCES

##### Palimé

Rôle n° 59 art. 5. Mathias Apaloo	1.000,00
-----------------------------------	----------

Le Trésorier-Payeur est autorisé à porter ces dégrèvements en déduction de ses prises en charge.

Sont autorisés les remboursements suivants :

#### EXERCICE 1943

##### Sansanné-Mango

Rôle n° 39 art. 1 Ranilla André	11,—
Rôle n° 39 art. 2 Ravilly Roger	14,—

IMPÔT CÉDULAIRE	IMPÔT GÉNÉRAL	TOTAL
11,—	55,—	66,—
14,—	73,—	87,—
25,—	128,—	153,—

#### Gratifications

Par décision n° 61 F. du :

5. février 1944. — Une gratification globale de mille francs (1.000 frs.) est accordée pour l'année 1942 et les antérieures à chacun des agents dont les noms suivent :

Johnson Josiah Jean, médecin auxiliaire principal;  
Mme Anna d'Almeida, (née Chultz) sage-femme auxiliaire.

Palanga, chef supérieur des Kabrès de 6.000 à 8.400 francs l'an.

Birega, chef de canton de Niamtougou de 5.000 à 6.000 francs l'an.

#### Contrôle des prix et stocks

Par décision n° 35 A. E./3 du :

24 janvier 1944. — M. Fontaine, conducteur en chef des travaux agricoles, membre de la brigade mobile de contrôleurs des prix et stocks est habilité en qualité de contrôleur pour le cercle d'Anécho.

#### Dégrèvements — Remises gracieuses — Remboursements

Par arrêté n° 58 c. d. du :

31 janvier 1944. — Est accordé le dégrèvement suivant :

#### EXERCICE 1943

##### Impôt Foncier

##### Lomé-Ville (C. M.).

Rôle n° 105 art. 836 Johnson André 40,00

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ce dégrèvement en déduction de ses prises en charge.

#### Honoraires

Par décision n° 46 F. du :

29 janvier 1944. — Est mis à la charge du territoire la somme de 15.000 francs représentant les honoraires dus à maître Viale, constitué partie civile dans une affaire d'importation frauduleuse de marchandises et de détournement de deniers publics commis au poste de douane de Zolo.



Métis

Par décision n° 44 F du :

29 janvier 1944. — Sont accordées pour l'année 1944 et pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944, les allocations aux jeunes métis indigènes ci-après désignés :

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	Taux journalier de l'allocation	Personnes habilitées à prendre le montant des allocations	RÉSIDENCE
Lomé	Internat de Notre Dame des Apôtres	Catherine Afiwa	7	3,25	M <sup>me</sup> Judie Melanie en religion Sœur Théodule	Lomé
		Françoise Solange	7	3,25		
		Hélène Essié	8	3,25		
		Denise Djati	8	3,25		
		Colette Anna	8	3,25		
		Faustina Ekoué	8	3,25		
		Emilia Akouavi	9	3,25		
		Georgette Djati	10	4,50		
		Odette Latré	11	4,50		
		Paulina Ekoué	13	4,50		
		Gertrude Adjoa	13	4,50		
		Thérèse Asara	13	4,50		
		Marguerite Badaoui	14	4,50		
		Yvonne Koundja	14	4,50		
		Koretti Bruce	1	1,50	Bruce Lyda Methilde Hotlab Christine Bruce Akoua Mama Joseph Ghadmassi Akoua Mama Blagoev Augustina Akpenou Angèle Akossiwa Alougha Fambyé Blagoev Augustine Fambyé Kouavi Richard	Lomé
		Lucien Boniface Em.	4	1,50		
		Marianne Bruce	3	1,50		
		Daniel Kouami	6	2,00		
		Yaovi Josepha	7	2,00		
		Emilio Koffi	8	2,00		
		Yaovi Brusters	9	2,00		
		Nicolas Ayao	11	3,00		
		Angèle Akossiwa	13	3,00		
		François Kouassivi	12	3,00		
		Maria Akossiwa	12	3,00		
		Henri Kouassi	14	3,00		
		Gaston Jean	15	3,00		
		Kouavi Richard	13	3,00		
Anécho		François Comlan Peter	11	3,00	Adouvi Sodokin Doudouvi Antoine Masean Kouassi Richard Alissoutin Chicou Avlesai Kouavi Chachevi	Anécho
		Kouakouvi François	12	3,00		
		Marie-Thérèse Ajouavi	12	3,00		
		André Jean dit Castanet	14	3,00		
		Bayi Picass	13	3,00		
		Yaovi Emmanuel	15	3,00		
Centre (Subdivision Atakpamé)	Ecole des Sœurs d'Atakpamé	Louise Ablan	12	4,50	M <sup>me</sup> Antoinette en religion sœur Joseph	Atakpamé
		Suzanne Ayabavi	9	3,25		
		Angèle Thérèse	6	2,50		
		Céline Aouaou	12	4,50		
		Marie Akouavi	4	1,50	Mahoughé Nyassépe Lomie Yovossi Assoupi	
		Rosa Ablavi	11	3,00		
		Claudina Ayaba	12	3,00		
		Michel Yaovi	13	3,00		
		Aimée Kossiwa	15	3,00		
Centre (Subdivision Palimé)	Ecole des Sœurs Palimé	Jeannette Akoua	12	4,50	M <sup>me</sup> Marie Hermann Sœur Supérieure de la Mission Catholique	Palimé
		Ajoa Justine	6	1,50	Hélène Tou Ramatou Jeannette Poperty Cécilia Félicie Afoua Dulcet Jean Anastasia Akoua Anastasia Akoua Rosa Akossiwa Ghébiéwu	Agou Palimé — Agou-Nyengbo Yoh Palimé — — —
		Gabriel Koffi	8	2,00		
		Jeanne Adjoa	10	2,00		
		John Ayité Klou	13	3,00		
		Robin Kodjo Robert	15	3,00		
		Dulcet Jean	15	3,00		
		Jeannette Houkou	10	2,00		
		Paul Kodjo Houkou	13	3,00		
		Mireille Rosa Afiwo	6	2,00		

CERCLE	ETABLISSEMENT	NOM DES ENFANTS	AGE	Taux journalier de l'allocation	Personnes habilitées à prendre le montant des allocations	RÉSIDENCE
Sokodé		Jean-Marie Tomazie	13	3,00	Tomazie Juanna	Sotoubois
		Noël Novo	14	3,00	Kabité/	Bassari
		Julien Alexandre	13	3,00	Igham	Koukotchaba (Bassari)
		Marie Nouffo	6	1,50	Nouffo Tchapa	Ekoué (Bassari)
		Max	14	3,00	Ahatan	Nagbani (Bassari)
		Martina Nada	1	1,50	Nada Napa	Binaoualaba (Bassari)

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire indiquant que l'ayant droit a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

Les allocations susvisées peuvent être supprimées ou réduites suivant décisions spéciales si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

Les allocations sont dues pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations sont

payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les allocations aux métis ne sont pas cumulables avec les bourses scolaires.

#### Primes

Par arrêté n° 65 F. du :

4 février 1944. — Est autorisé le remboursement pour tenir compte aux bénéficiaires de primes acquises pendant les années 1941, 1942 et 1943, des sommes versées par erreur au budget local, au titre d'amendes judiciaires.

NOMS	QUALITÉ	SOMMES A REMBOURSER
<b>Exercices 1941 et 1942</b>		
<i>Cercle d'Aného</i>		
Naudé	Contrôleur des Eaux et Forêts . . . . .	753,00
Horard	Conducteur des Travaux Agricoles . . . . .	4.178
Horard	Conducteur des Travaux Agricoles . . . . .	2.490
Atohoun Célestin	Moniteur agricole . . . . .	159,00
Tossou Raphaël	Moniteur agricole . . . . .	232,00
Kouegan Ambroise	Moniteur agricole . . . . .	646,00
Logo Antoine	Moniteur agricole . . . . .	833
Logo Antoine	Moniteur agricole . . . . .	210
Allaglo Thomas	Moniteur agricole . . . . .	1.043,00
Dogbe Gottlieb	Moniteur agricole . . . . .	266,00
Sodji Léandre	Moniteur agricole . . . . .	240,00
Kalipé Paul	Moniteur agricole . . . . .	118,00
Akakpo Kou	Chef de canton . . . . .	45,00
	Chef de village . . . . .	60,00
		10.230,00
<i>Subdivision de Klouto</i>		
Gaillaguet	Conducteur agricole . . . . .	971,00
Horth	Conducteur agricole . . . . .	704,00
Tossah Raphaël	Moniteur agricole . . . . .	54,00
Gonçalves Hilaire	Moniteur agricole . . . . .	54,00
Ezi Boniface	Moniteur agricole . . . . .	94,00
Tanore	Garde forestier . . . . .	255,00
		2.132,00
<i>Cercle de Sokodé</i>		
Froelich	Administrateur-adjoint des Colonies . . . . .	36,00
<b>Exercice 1943</b>		
<i>Cercle d'Aného</i>		
Horard	Conducteur agricole . . . . .	1.499,00
Dogbe Gottlieb	Moniteur agricole . . . . .	300,00
Tossou Raphaël	Moniteur agricole . . . . .	60,00
Logo Antoine	Moniteur agricole . . . . .	300,00
Kalipe Paul	Chef de canton . . . . .	150,00
		2.309,00

**Sociétés indigènes de prévoyance**

Par décision n° 52 F. du :

2 février 1944. — Il est accordé à la société indigène de prévoyance d'Anécho, pour l'année 1944, une subvention de six mille francs (6.000 frs.).

**Voies publiques**

Par décision n° 42 T. P. du :

29 janvier 1944. — M. Fontaine, conducteur en chef des travaux agricoles, est habilité à constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo.

Préalablement à toutes constatations, ce fonctionnaire prètera serment devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

**Textes publiés à titre d'information****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Distinctions honorifiques**

Par arrêté du 15 janvier 1944, la médaille d'honneur du ministère des colonies est attribuée dans les conditions suivantes :

*Médaille d'argent*

M. Klu Lumo, manoeuvre au Togo.

*Médaille de bronze*

M. Occansey Ludwig, planteur éleveur au Togo.

M. Etou Frantz, forgeron au Togo.

M. Freitas Jean, chef mécanicien au Togo.

Par décret du 21 janvier 1944 :

Sont nommés dans l'ordre de l'Etoile d'Anjouan :

*2° — Au grade de Chevalier :*

M. Lawson Damien, employé de commerce au Togo.

M. Emmanuel Martin, ouvrier au Togo.

Sont nommés dans l'ordre de l'Etoile Noire du Bénin :

*1° — Au grade d'Officier :*

M. Kalipé Paul, chef de village au Togo.

*2° — Au grade de Chevalier :*

M. Ankou Alipé, chef de canton au Togo.

M. Boukary, chef de village au Togo.

M. Sanvee Georges, agent auxiliaire au Togo.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours***Services financiers*

Le concours prévu par l'article 5 de l'arrêté du 27 mars 1928 permettant l'accession à l'emploi de sous-chef de bureau des services financiers de l'A.O.F., aura lieu les 1<sup>er</sup> et 2 juin 1944 à Dakar.

Le nombre des places mises au concours est de 8.

L'horaire du concours est fixé comme suit :

*Jeudi 1<sup>er</sup> juin de 8 heures à 12 heures :*

Epreuve d'ordre général intéressant l'organisation financière ou administrative des colonies.

*Vendredi 2 juin de 8 heures à 12 heures :*

Epreuve d'ordre professionnel.

Les demandes des candidats devront parvenir au Gouvernement général dans les deux mois qui suivent la publication de la présente décision.

*Préposés des douanes*

Un concours d'admission à l'emploi de préposé des douanes aura lieu à Lomé dans les bureaux du chef du service des douanes le mardi 11 avril 1944.

Le nombre des places mises au concours est de trois.

Pour participer à ce concours les candidats doivent être âgés de 16 ans au moins et de 30 ans au plus. Pour ceux justifiant de services militaires, la limite d'âge est prorogée d'une durée égale à la durée de ces services sans qu'elle puisse dépasser 35 ans.

Les candidats doivent adresser leur demande au commissaire de la République (bureau du personnel) le lundi 20 mars au plus tard, en y joignant :

1° — une copie d'acte de naissance dûment légalisée ou toute pièce en tenant lieu (certificat de notoriété) ;

2° — un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

3° — un certificat de bonnes vie et moeurs ;

4° — un certificat de visite et de contre-visite délivré par des médecins militaires constatant que le candidat est physiquement apte au service actif des douanes et qu'il a été reconnu indemne de tuberculose pulmonaire;

5° — une pièce d'identité avec photographie.

#### *Inspecteurs-adjoints de police*

Un concours pour le recrutement de douze inspecteurs adjoints du cadre local de la police aura lieu à Cotonou les 15 et 16 mars 1944. Date limite pour formuler la demande: 1<sup>er</sup> mars 1944.

Les candidats, obligatoirement titulaires du C. E. P., devront être âgés de 21 ans au moins et de 30 ans au plus et avoir satisfait aux obligations de la législation sur le recrutement, en ce qui concerne le service militaire obligatoire.

La limite d'âge peut, sans toutefois dépasser 35 ans, être prorogée d'une durée égale à celle des services militaires ou civils donnant droit à pension sur la caisse locale des retraites de l'A. O. F.

Les candidats doivent produire un dossier composé des pièces suivantes :

1° — Copie de l'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu;

2° — Copie du certificat d'études primaires élémentaires ou d'un diplôme supérieur;

3° — Certificat du commandant de cercle du lieu de la résidence indiquant que le postulant a satisfait à la loi sur le recrutement (les candidats ayant fait leurs services militaires donneront leur numéro matricule);

4° — Extrait du casier judiciaire;

5° — Certificat médical de visite et contre-visite constatant l'aptitude physique de l'intéressé et indiquant qu'il est indemne de toute imprégnation tuberculeuse et qu'il est surtout d'une constitution robuste.

6° — Certificat de bonnes vie et mœurs.

Ces trois dernières pièces doivent avoir moins de 3 mois de date.

Les épreuves comporteront :

#### *I — Journée du 15 mars 1944*

a) Une question sur la géographie de l'A. O. F. et plus particulièrement sur le Dahomey (durée : 3/4 d'heure).

b) Une question sur l'organisation de la sûreté générale en A. O. F. (arrêté général n° 3124 D./S. du 3 septembre 1941 — J. O. A. O. F. 1941 page 906) et de la sûreté du Dahomey (arrêté local n° 1038/P. S. du 22 juin 1942 J. O. D. page 327) (durée : 1 h. 1/2).

c) Une dictée (durée : 1 heure).

d) Une composition française sur un sujet d'ordre général mais simple (durée : 2 heures).

e) Une question sur l'organisation administrative et judiciaire de l'A. O. F. (durée : 1 heure).

#### *II — Journée du 16 mars 1944*

Une épreuve facultative sur les langues étrangères ou idiomes locaux connus par les candidats (un quart d'heure pour l'examen de chaque candidat).

Des bonifications de classe, en cas d'admission, seront accordées aux anciens élèves des grandes écoles de l'A. O. F.

Les candidats qui auront subi avec succès le présent concours seront par la suite intégrés dans le cadre local des assistants de police où leur situation sera plus avantageuse.

Toutefois leur nomination aura lieu sous réserve qu'ils aient constitué le dossier réglementaire indiqué dans le présent avis.

#### *Avis*

*Relatif à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.*

Le directeur des finances chargé de l'Office Colonial des changes, attire l'attention du public sur les dispositions de l'ordonnance du Comité français de la libération nationale en date du 5 octobre 1943, relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères.

Il rappelle que sont tenus d'en faire la déclaration avant le 31 décembre 1943, les possesseurs ou détenteurs quel que soit le lieu de détention :

1° — de matières d'or;

2° — de devises étrangères;

3° — de valeurs mobilières étrangères;

4° — de tous autres biens mobiliers ou immobiliers possédés à l'étranger chaque fois que ces avoirs représentent pour une même personne, une valeur de plus de 20.000 francs.

Ces dispositions sont applicables :

aux personnes physiques ayant leur résidence en territoire algérien ou dans l'un des territoires relevant du Commissariat aux colonies;

aux personnes morales françaises ou étrangères pour leurs établissements dans l'un des mêmes territoires.

L'ordonnance et les textes d'application sont publiés au *Journal officiel* de l'A. O. F. — dans le numéro du 20 novembre 1943, pages 905 et suivantes.

Les intéressés sont invités à se référer à ces textes en vue d'être informés des modalités de la réglementation.

Les déclarations devront être adressées le 31 décembre 1943 au plus tard à la direction des finances de l'A. O. F. à Dakar, Office colonial des Changes, ou être remises pour transmission à une agence de la B. A. O.

A compter de la date de promulgation de l'ordonnance du 5 octobre 1943, il est fait défense aux possesseurs et détenteurs des avoirs définis plus haut, de procéder sans autorisation de l'Office des Changes à aucun acte de disposition, ni à aucun acte ayant pour effet de modifier la consistance des avoirs ou de réduire les droits que leur propriétaire possède.

Les opérations sur les matières d'or restent soumises aux règlements en vigueur.

Le commissaire aux Finances précise que les bijoux en or travaillés ne sont pas soumis à déclaration.

**DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation  
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1277, déposée le 26 janvier 1944 le sieur Améga David profession de cuisinier, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et

optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant diverses constructions en terre de barre d'une contenance totale d'environ 7 ares 16 centiares situé à Lomé, quartier n° 9, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Gabriel Johnson, à l'est par la rue de France, au sud par la rue de Brazza, à l'ouest par terrain à la dame Margarete de Médeiros née Ansah Tométi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
R. de GUISE.